



Comité du commerce et de l'environnement

BASE DE DONNÉES SUR L'ENVIRONNEMENT POUR 2016

NOTE DU SECRÉTARIAT¹

1. La base de données sur l'environnement (BDE) de l'OMC a été établie pour donner suite à une recommandation formulée dans le rapport du Comité du commerce et de l'environnement (WT/CTE/1) de 1996 demandant que le Secrétariat regroupe et mette à jour chaque année toutes les notifications liées à l'environnement présentées à l'OMC.²
2. La BDE pour 2016 contient des renseignements sur: i) les mesures nationales liées à l'environnement notifiées au titre des Accords de l'OMC (section 1); ii) les dispositions des accords commerciaux régionaux (ACR) ou des accords préférentiels notifiés liées à l'environnement (section 2); et iii) les mesures liées à l'environnement mentionnées dans les examens des politiques commerciales (EPC) (section 3).³
3. Les renseignements figurant dans la BDE proviennent de 3 744 notifications présentées par les Membres de l'OMC et des 21 rapports d'EPC distribués en 2016. La BDE est distribuée en deux parties: le présent document, qui contient une brève description et une analyse générale des notifications liées à l'environnement présentées en 2016 par les Membres de l'OMC et des EPC effectués la même année; et la base de données WT/CTE/EDB/16/Add.1 distribuée exclusivement sous forme électronique, qui présente les données, graphiques et tableaux utilisés aux fins de l'analyse. La BDE est disponible sur le site Web de l'OMC à l'adresse suivante: <https://www.wto.org/edb>.
4. Les données électroniques figurant dans le document WT/CTE/EDB/16/Add.1 permettent aux utilisateurs d'effectuer des recherches dans tous les renseignements relatifs à l'environnement contenus dans la BDE selon des critères donnés, par exemple par Membre, accord, type de mesure, produit ou objectif environnemental. Le fichier électronique est divisé en deux principales feuilles de calcul: l'une consacrée aux notifications ("Notifications"), dans laquelle sont énumérées toutes les notifications liées à l'environnement, et l'autre consacrée aux EPC ("TPRs"), qui présente les renseignements liés à l'environnement figurant dans les EPC. En outre, une troisième feuille de calcul, intitulée "Summary" (Récapitulatif), permet aux utilisateurs d'extraire des tableaux et graphiques récapitulatifs prédéfinis pour la période 1997-2016. L'annexe V du présent document contient un guide de l'utilisateur détaillé.

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

² Les précédentes bases de données sur l'environnement ont fait l'objet des documents suivants: BDE 1996, document WT/CTE/W/46; BDE 1997, document WT/CTE/W/77; BDE 1998, document WT/CTE/W/118; BDE 1999, document WT/CTE/W/143; BDE 2000, document WT/CTE/W/195; BDE 2001, document WT/CTE/EDB/1; BDE 2002, document WT/CTE/EDB/2; BDE 2003, document WT/CTE/EDB/3; BDE 2004, document WT/CTE/EDB/4; BDE 2005, document WT/CTE/EDB/5; BDE 2006, document WT/CTE/EDB/6; BDE 2007, document WT/CTE/EDB/7; BDE 2008, document WT/CTE/EDB/8; BDE 2009, document WT/CTE/EDB/9 et WT/CTE/EDB/9/Add.1; BDE 2010, document WT/CTE/EDB/10 et WT/CTE/EDB/10/Add.1; BDE 2011, document WT/CTE/EDB/11 et WT/CTE/EDB/11/Add.1; BDE 2012, document WT/CTE/EDB/12 et WT/CTE/EDB/12/Add.1; BDE 2013, document WT/CTE/EDB/13 et WT/CTE/EDB/13/Add.1; BDE 2014, document WT/CTE/EDB/14 et WT/CTE/EDB/14/Add.1; et BDE 2015, document WT/CTE/EDB/15 et WT/CTE/EDB/15/Add.1.

³ La liste des mots clés figure dans l'annexe I du présent document. Voir aussi les documents suivants, qui contiennent des renseignements sur les mots clés: WT/CTE/W/46, WT/CTE/W/78 et WT/CTE/W/102.

TABLE DES MATIÈRES

1 NOTIFICATIONS PRÉSENTÉES À L'OMC	4
1.1 Mesures réglementaires	9
1.1.1 Restrictions quantitatives (RQ)	9
1.1.2 Accord sur les procédures de licences d'importation (PLI)	11
1.1.3 Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC)	13
1.1.4 Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS).....	14
1.2 Mesures de soutien	16
1.2.1 Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (SMC).....	16
1.2.2 Accord sur l'agriculture	18
1.2.3 Accord sur les marchés publics (AMP).....	21
1.3 Autres mesures	21
1.3.1 Accord général sur le commerce des services (AGCS).....	21
1.3.2 Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)	22
1.3.3 Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC)	23
1.3.4 Commerce d'État	24
1.3.5 Dispositions relatives à la balance des paiements	25
2 NOTIFICATIONS D'ACCORDS COMMERCIAUX.....	26
2.1 Accords commerciaux régionaux (ACR)	26
3 RENSEIGNEMENTS FIGURANT DANS LES EXAMENS DES POLITIQUES COMMERCIALES	26
3.1 EPC des Membres de l'OMC en 2016	27
4 ANNEXES.....	34
Annexe I – Mots clés liés à l'environnement	34
Annexe II – Nombre de notifications liées à l'environnement (1997-2016)	35
Annexe III – Nombre de notifications et mesures liées à l'environnement (2016).....	36
Annexe IV – Fréquence des mots clés dans les notifications en 2016	37
Annexe V – Guide de l'utilisateur de la BDE électronique	38

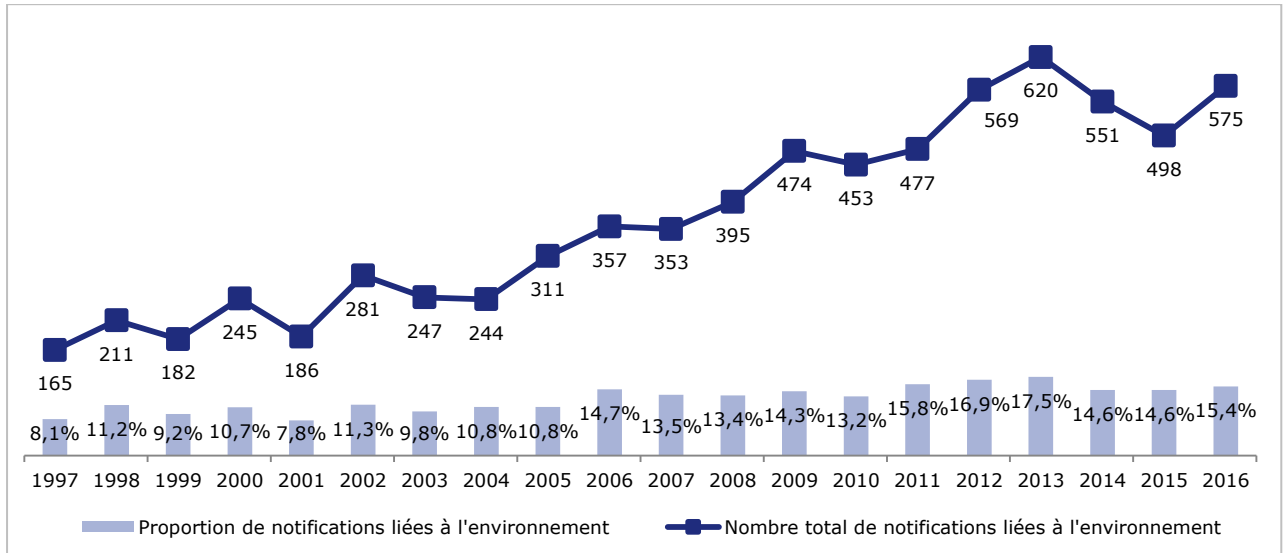
TABLE DES GRAPHIQUES

Graphique 1.1 – Notifications liées à l'environnement (1997-2016)	4
Graphique 1.2 – Notifications liées à l'environnement par Membre (2016).....	5
Graphique 1.3 – Notifications liées à l'environnement présentées au titre des différents accords (2016)	6
Graphique 1.4 – Types d'objectifs liés à l'environnement identifiés dans la base de données sur l'environnement (2016)	7
Graphique 1.5 – Types de mesures identifiées dans la BDE (2016).....	8
Graphique 1.6 – Types de secteurs identifiés dans la BDE (2016).....	9
Graphique 1.7 – Notifications concernant des RQ liées à l'environnement (2007-2016).....	9
Graphique 1.8 – Types de mesures liées à l'environnement figurant dans les notifications concernant des RQ (2016)	10
Graphique 1.9 – Notifications concernant les PLI liées à l'environnement (2007-2016)	11
Graphique 1.10 – Types de mesures liées à l'environnement figurant dans les notifications concernant des PLI (2016)	12
Graphique 1.11 – Notifications OTC liées à l'environnement (2007-2016).....	13
Graphique 1.12 – Types de notifications OTC liées à l'environnement (2016).....	14
Graphique 1.13 – Notifications SPS liées à l'environnement (2007-2016).....	15
Graphique 1.14 – Types de notifications SPS liées à l'environnement (2016).....	15
Graphique 1.15 – Notifications SMC liées à l'environnement (2007-2016)	16
Graphique 1.16 – Types de mesures liées à l'environnement figurant dans les notifications SMC (2016).....	18
Graphique 1.17 – Notifications concernant l'agriculture liées à l'environnement (2007-2016)	19
Graphique 1.18 – Types de mesures liées à l'environnement figurant dans les notifications concernant l'agriculture (2016)	20
Graphique 1.19 – Notifications au titre de l'AMP liées à l'environnement (2007-2016)	21
Graphique 1.20 – Notifications au titre de l'AGCS liées à l'environnement (2007-2016)	22
Graphique 1.21 – Notifications au titre de l'Accord sur les ADPIC liées à l'environnement (2007-2016)	22
Graphique 1.22 – Notifications au titre de l'Accord sur les MIC liées à l'environnement (2007-2016).....	23
Graphique 1.23 - Types de mesures liées à l'environnement figurant dans les notifications relatives aux MIC (2016)	24
Graphique 1.24 – Notifications concernant le commerce d'État liées à l'environnement (2007-2016)	25
Graphique 1.25 - Notifications concernant les dispositions relatives à la balance des paiements liées à l'environnement (2007-2016)	25
Graphique 2.1 – Notifications d'ACR liées à l'environnement (2007-2016).....	26
Graphique 3.1 – Types de mesures liées à l'environnement mentionnés dans les EPC (2016).....	27
Graphique 3.2 – Secteurs visés par des entrées liées à l'environnement dans les EPC (2016).....	27
Graphique 4.1 – Fonction de recherche.....	40

1 NOTIFICATIONS PRÉSENTÉES À L'OMC

1.1. En 2016, sur les 3 744 notifications présentées par les Membres de l'OMC⁴, 15,4% (575 notifications) avaient trait à l'environnement. Depuis 1997, le nombre de notifications liées à l'environnement présentées à l'OMC n'a pas cessé d'augmenter. La part des notifications liées à l'environnement en pourcentage du nombre total de notifications a également presque doublé durant la même période, avec des fluctuations d'une année sur l'autre (voir le graphique 1.1).⁵

Graphique 1.1 – Notifications liées à l'environnement (1997-2016)

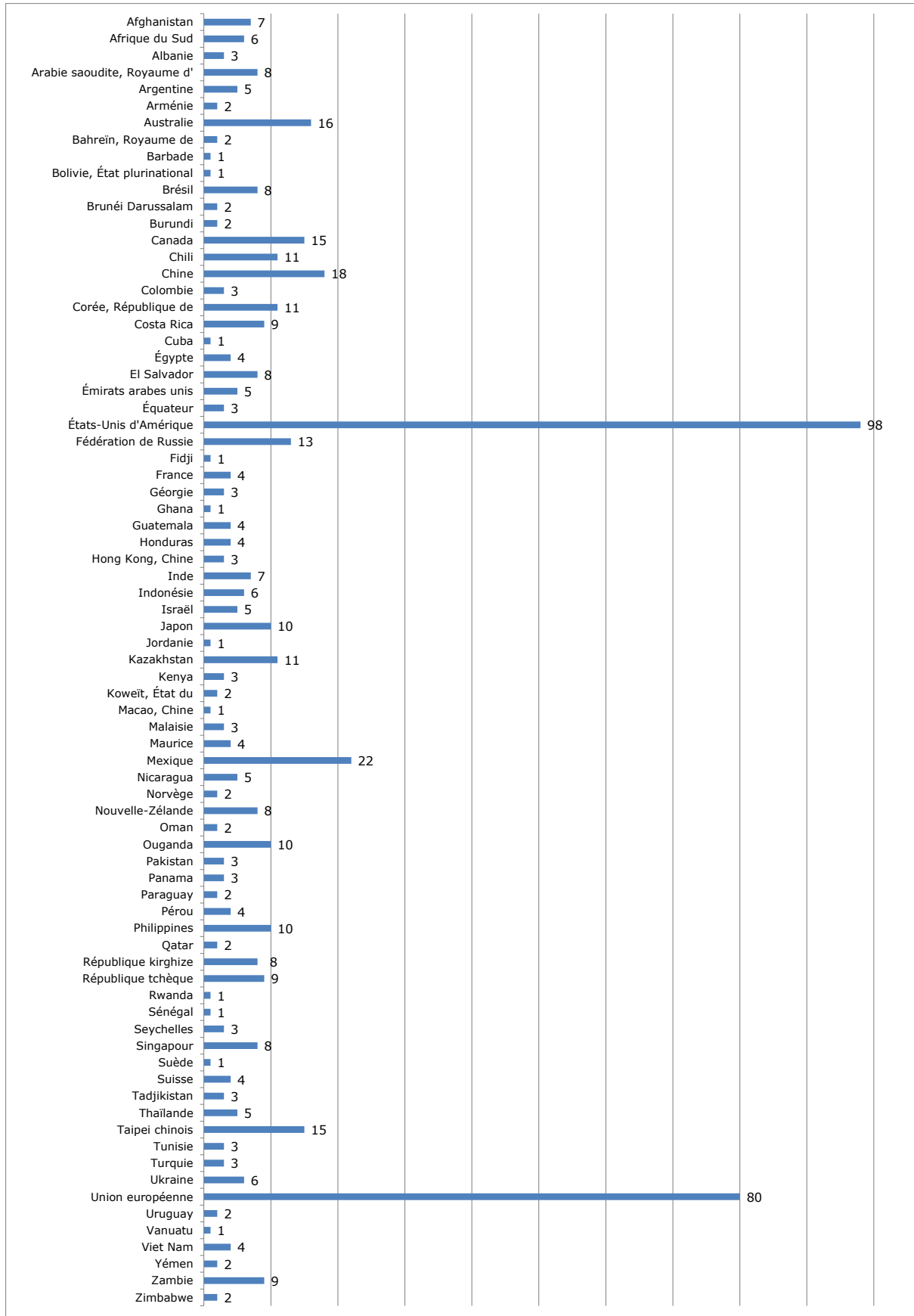


1.2. Comme le montre le graphique 1.2 ci-après, des notifications liées à l'environnement ont été présentées par des Membres de l'OMC de toute région et de tout niveau de développement. En 2016, 77 Membres ont notifié des mesures liées à l'environnement, le plus grand nombre de notifications ayant été présenté par les États-Unis (98), l'Union européenne (80), le Mexique (22) et la Chine (18).

⁴ Ce nombre comprend les notifications ordinaires ainsi que les addenda, corrigenda et révisions, sauf dans le cas des notifications OTC et SPS, pour lesquelles les addenda et corrigenda ne sont pas couverts.

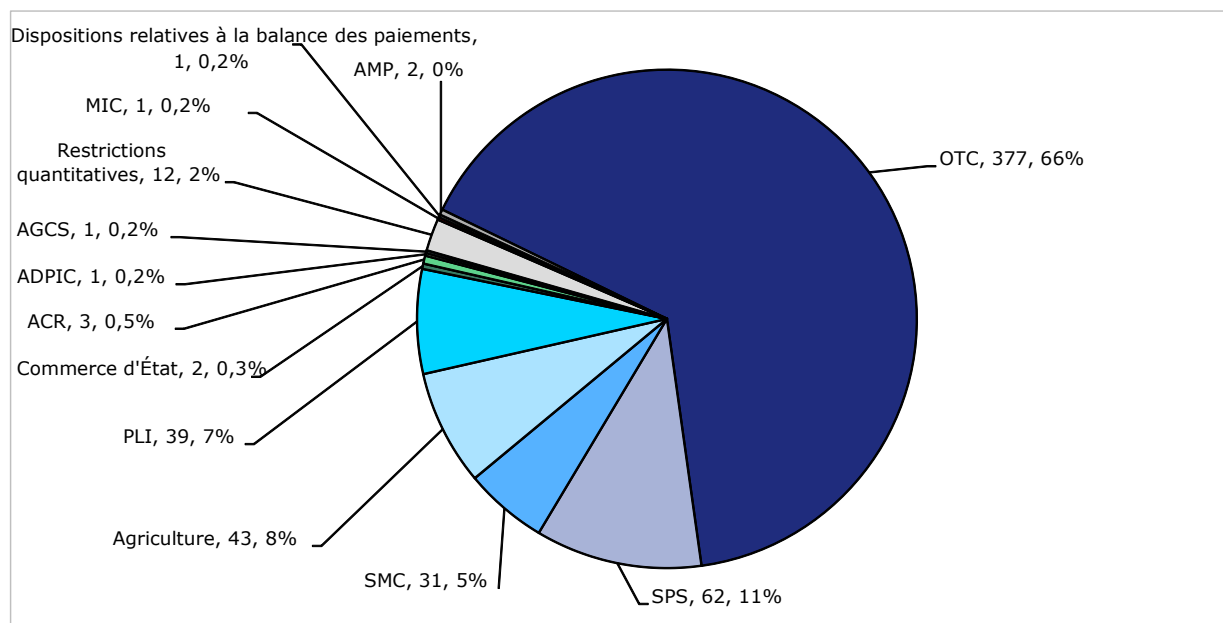
⁵ La chute du nombre total et de la proportion de notifications liées à l'environnement depuis 2013 peut être en partie expliquée par une modification d'ordre méthodologique en rapport avec les notifications SPS liées à l'environnement. Voir la section 1.1.4 pour des renseignements plus détaillés.

Graphique 1.2 – Notifications liées à l'environnement par Membre (2016)



1.3. Le graphique 1.3 illustre le nombre et la proportion des notifications liées à l'environnement par Accord de l'OMC.⁶ Comme les années précédentes, c'est l'Accord OTC qui a fait l'objet du plus grand nombre de notifications liées à l'environnement (377), représentant 66% du nombre total des notifications liées à l'environnement présentées en 2016. Un certain nombre de mesures liées à l'environnement ont également été notifiées au titre de l'Accord SPS (62), de l'Accord sur l'agriculture (43), de l'Accord sur les procédures de licences d'importation (39) et de l'Accord SMC (31).⁷

Graphique 1.3 – Notifications liées à l'environnement présentées au titre des différents accords (2016)



1.4. Les notifications liées à l'environnement peuvent être classées en deux grandes catégories. La première comprend les notifications qui citent des considérations environnementales comme principal objectif de la mesure notifiée. La seconde comprend les notifications qui n'ont pas pour principal objectif la protection de l'environnement, mais qui contiennent des éléments liés à l'environnement.

1.5. De plus, certaines notifications sont présentées séparément pour chaque mesure (par exemple la plupart des notifications au titre des Accords OTC ou SPS), tandis que d'autres concernent des mesures diverses ou multiples présentées dans une seule notification (par exemple les notifications au titre de l'Accord SMC ou celles concernant l'agriculture). Dans ce dernier cas, les diverses mesures sont ventilées et mentionnées séparément dans la base de données.

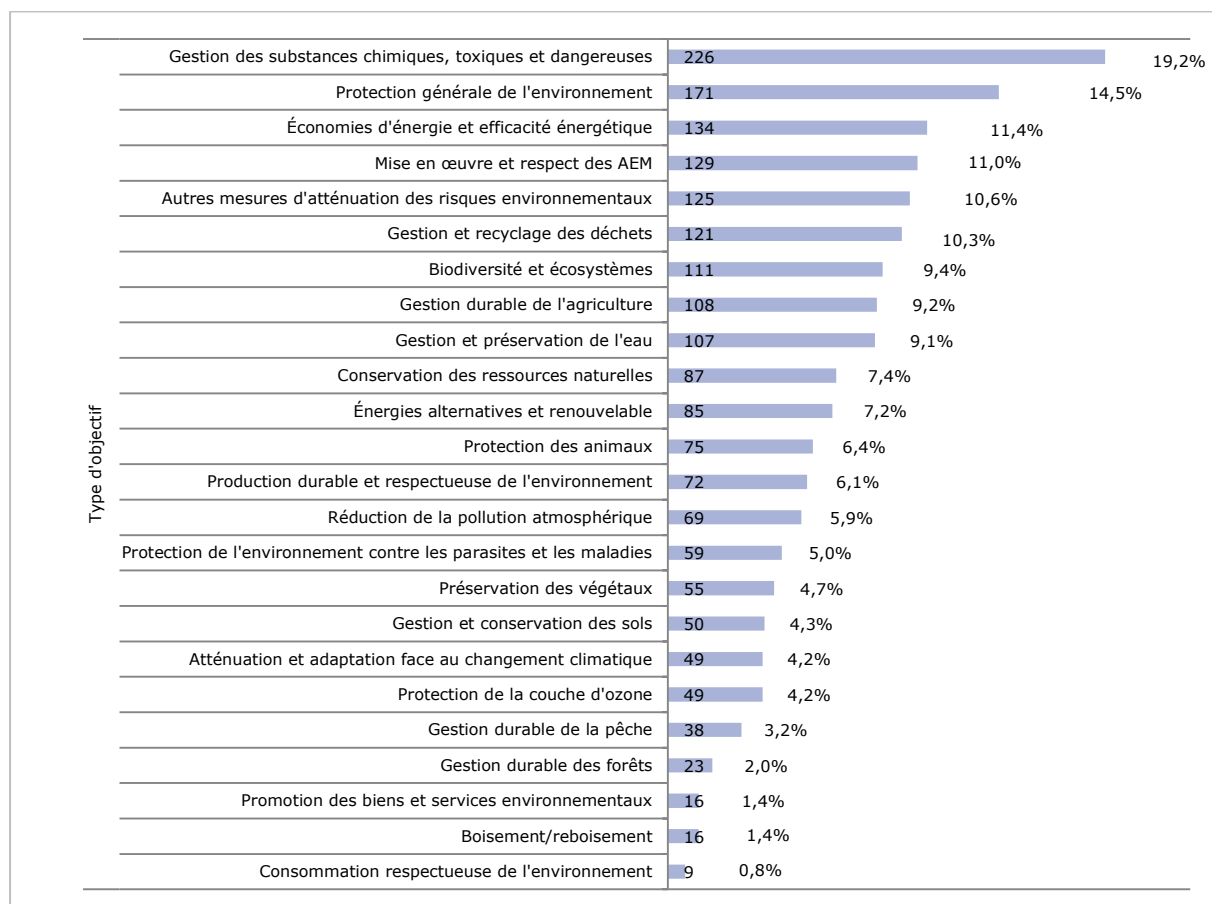
⁶ En 2016, des notifications liées à l'environnement ont été identifiées au titre des Accords de l'OMC suivants: Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC); Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS); Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (SMC); Accord sur l'agriculture; Accord sur les procédures de licences d'importation (PLI); Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994 (entreprises commerciales d'État); Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994 (accords commerciaux régionaux (ACR)); Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC); Accord général sur le commerce des services (AGCS); Décision sur les procédures de notification des restrictions quantitatives (RQ); Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC); Mémoire d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements; et Accord sur les marchés publics (AMP).

⁷ Aucune notification relative à l'environnement n'a été présentée au titre des Accords de l'OMC suivants: Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (Accord antidumping); Accord sur les sauvegardes; Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994 (Évaluation en douane); Accord sur les textiles et les vêtements; Accord sur l'inspection avant expédition; Accord sur les règles d'origine; Accord sur les technologies de l'information; Accord sur la facilitation des échanges; et autres notifications telles que les arrangements commerciaux préférentiels notifiés au Comité du commerce et du développement (CCD).

1.6. En 2016, 1 176 mesures distinctes liées à l'environnement ont été incluses dans la BDE, présentées dans 575 notifications liées à l'environnement. C'est pour l'Accord OTC que les mesures liées à l'environnement ont été les plus nombreuses en 2016 (377); venaient ensuite l'Accord sur l'agriculture (259), l'Accord SMC (190) et l'Accord sur les procédures de licences d'importation (153) (voir l'annexe III).

1.7. Les mesures liées à l'environnement mentionnées dans les notifications de 2016 visaient un éventail d'objectifs environnementaux (voir le graphique 1.4), notamment la gestion des substances chimiques, toxiques et dangereuses (19,2%), la protection générale de l'environnement (14,5%), les économies d'énergie et l'efficacité énergétique (11,4%), la mise en œuvre et le respect des AEM (11,0%), les autres mesures d'atténuation des risques environnementaux (10,6%) et la gestion et le recyclage des déchets (10,3%).

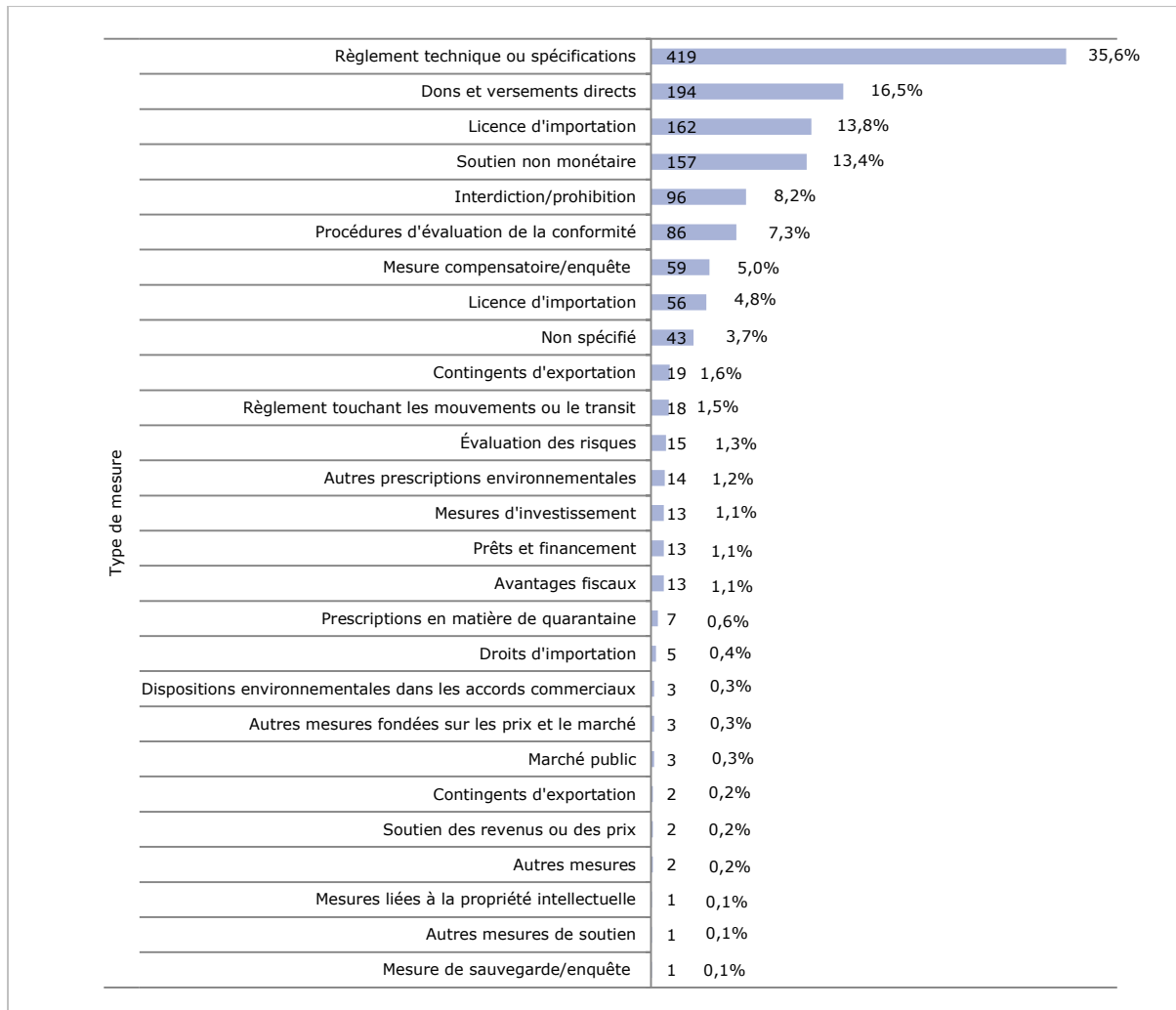
Graphique 1.4 – Types d'objectifs liés à l'environnement⁸ identifiés dans la base de données sur l'environnement (2016)⁹



1.8. S'agissant des types de mesures (voir le graphique 1.5), les règlements techniques ou spécifications représentaient la part la plus importante de l'ensemble des mesures analysées dans les notifications de 2016 (35,6%); venaient ensuite les dons et versements directs (16,5%), les licences d'importation (13,8%) et le soutien non monétaire (13,4%). Ces chiffres ne sont pas surprenants étant donné que la plupart des mesures liées à l'environnement identifiées en 2016 ont été notifiées au titre de l'Accord OTC, de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, de l'Accord sur l'agriculture et de l'Accord SMC.

⁸ Voir la section III de l'annexe V pour une liste des catégories harmonisées par types de mesures, objectifs ou secteurs.

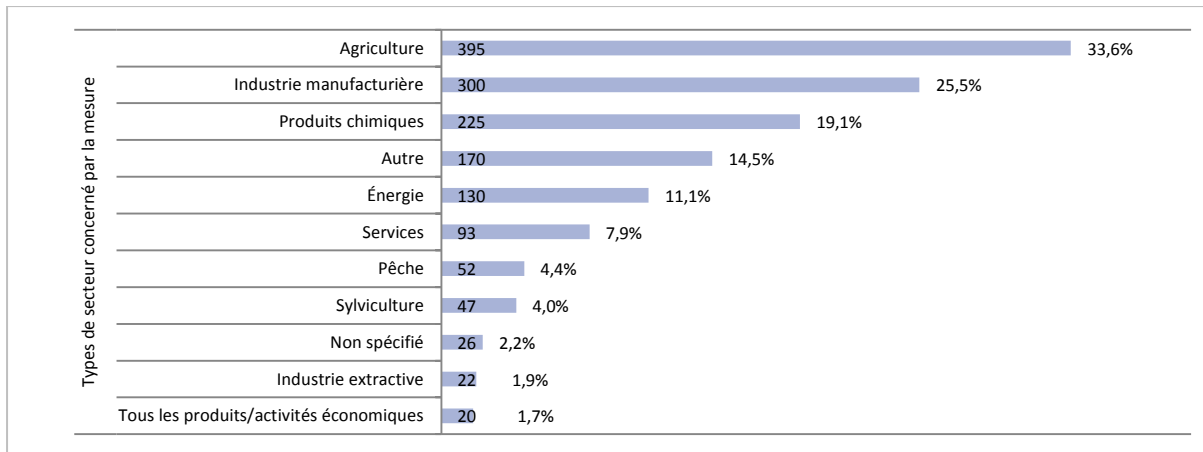
⁹ Plusieurs objectifs environnementaux pouvant être mentionnés dans une mesure notifiée, le total peut être supérieur à 100%.

Graphique 1.5 – Types de mesures¹⁰ identifiées dans la BDE (2016)¹¹

1.9. En ce qui concerne l'analyse sectorielle (voir le graphique 1.6), le secteur le plus souvent associé aux mesures liées à l'environnement était l'agriculture, avec 33,6% du total des mesures identifiées. Venaient ensuite l'industrie manufacturière (25,5%), les produits chimiques (19,1%), l'énergie (11,1%) et les services (7,9%). Les secteurs tels que les activités concernant la faune et les déchets figurent dans la catégorie "Autres" et représentaient 14,5% du total des mesures. Quelque 2% des mesures ne faisaient pas mention d'un secteur en particulier, tandis que près de 2% des mesures s'appliquaient à tous les produits ou à toutes les activités économiques.

¹⁰ Les catégories harmonisées des types de mesures et des types de secteurs ont été mises à jour dans la BDE de 2014. Voir la section III de l'annexe V pour une liste des catégories harmonisées par types de mesures, objectifs ou secteurs.

¹¹ Plusieurs objectifs environnementaux pouvant être mentionnés dans une mesure notifiée, le total peut être supérieur à 100%.

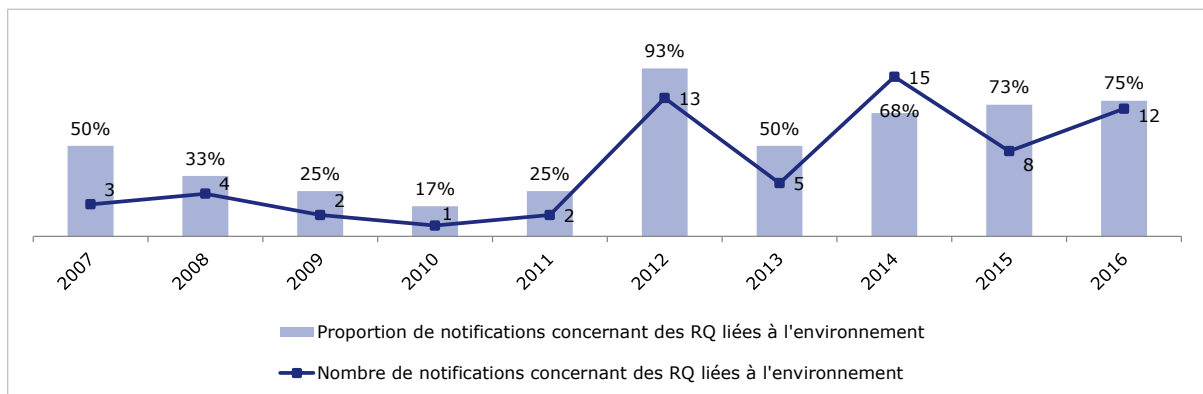
Graphique 1.6 – Types de secteurs¹² identifiés dans la BDE (2016)¹³

1.10. En 2016, les mots clés les plus souvent mentionnés dans les notifications liées à l'environnement ont à nouveau été les suivants: "environnement" (figurant dans 44,3% des notifications), "énergie" (19,8%), "dangereux" (11,8%), "biologique" (11,1%) et "bio" (10,3%). Parmi les autres mots clés mentionnés fréquemment figuraient "déchets" (9,4%), "émissions" (8,3%), "conserv(ation)" (8,2%) et "durable" (7,7%) (voir l'annexe IV relative à la fréquence des mots clés dans les notifications).

1.1 Mesures réglementaires

1.1.1 Restrictions quantitatives (RQ)

1.11. En 2016, sur les 16 notifications présentées par les Membres conformément à la décision du Conseil du commerce des marchandises sur les procédures de notification des restrictions quantitatives, 12 (75%) se rapportaient à l'environnement (voir le graphique 1.7). Ces 12 notifications concernaient 113 mesures distinctes liées à l'environnement.

Graphique 1.7 – Notifications concernant des RQ liées à l'environnement (2007-2016)¹⁴

1.12. Comme l'illustre le graphique 1.8, les secteurs visés par les restrictions quantitatives notifiées en rapport avec l'environnement sont, entre autres, les suivants: les produits chimiques (42%); l'agriculture (10%); la pêche (8%); l'industrie manufacturière (6%); l'industrie extractive

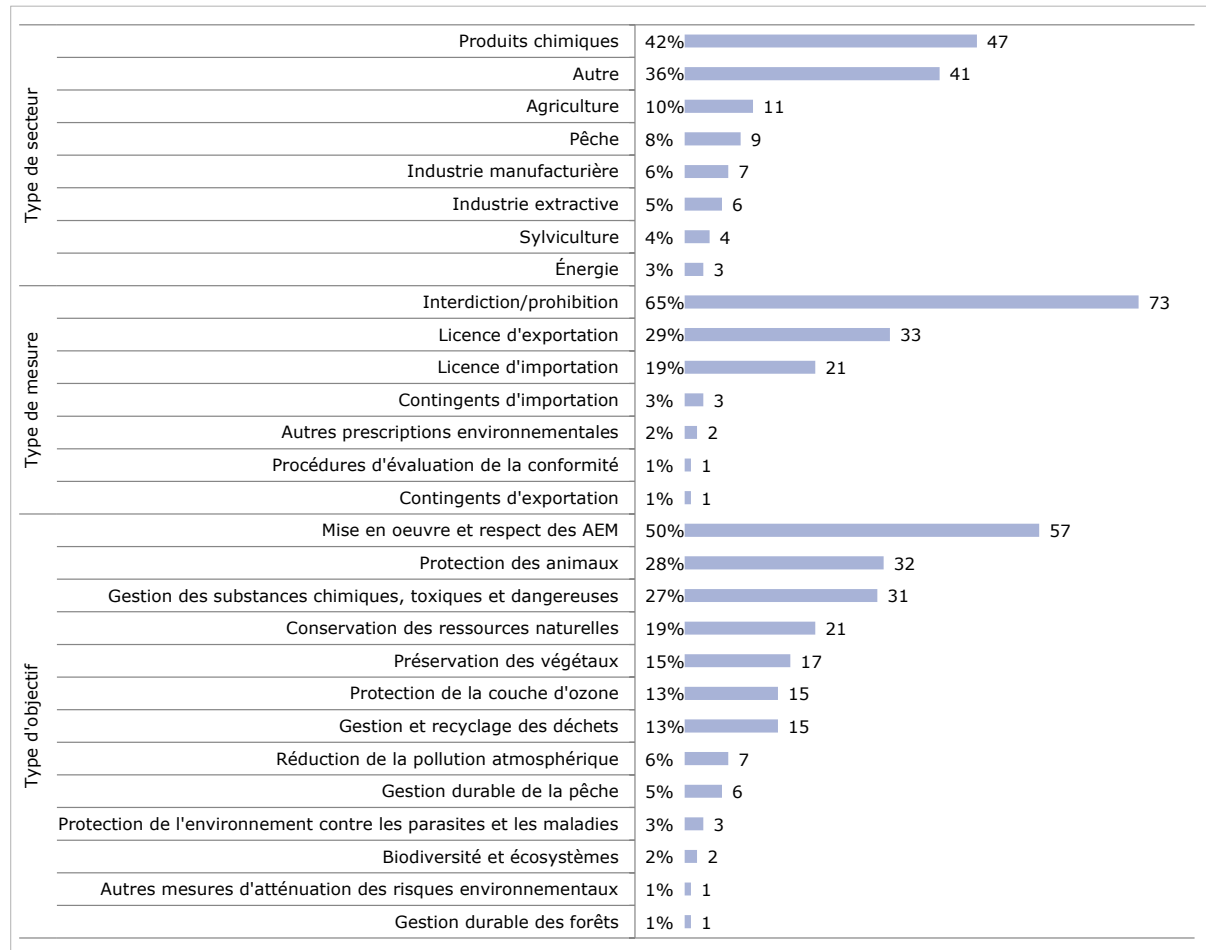
¹² Les catégories harmonisées des types de mesures et des types de secteurs ont été mises à jour dans la BDE de 2014. Voir la section III de l'annexe V pour une liste des catégories harmonisées par types de mesures, objectifs ou secteurs.

¹³ Plusieurs objectifs environnementaux pouvant être mentionnés dans une mesure notifiée, le total peut être supérieur à 100%.

¹⁴ Le graphique concerne la période de dix ans la plus récente. Pour la série chronologique complète de la BDE allant de 1997 à 2016, voir le document WT/CTE/EDB/16/Add.1.

(5%); la sylviculture (4%); et l'énergie (3%). Les autres secteurs, entre autres les activités concernant les déchets et la faune, étaient visés dans 36% des mesures.

Graphique 1.8 – Types de mesures liées à l'environnement figurant dans les notifications concernant des RQ (2016)¹⁵



1.13. Les mesures concernant des restrictions quantitatives liées à l'environnement mentionnées le plus souvent sont l'interdiction/prohibition (65%), suivie de la licence d'exportation (29%) et de la licence d'importation (19%).

1.14. S'agissant des objectifs, la mise en œuvre et le respect des obligations au titre des accords environnementaux multilatéraux (AEM) étaient mentionnés dans 50% des mesures notifiées concernant des restrictions quantitatives liées à l'environnement. Ces AEM comprennent la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), le Protocole de Montréal, la Convention de Bâle, la Convention de Stockholm et la Convention de Rotterdam. La protection des animaux était mentionnée dans 28% des mesures notifiées concernant des restrictions quantitatives liées à l'environnement. Les autres objectifs environnementaux incluaient la gestion des substances chimiques, toxiques et dangereuses (27%), la conservation des ressources naturelles (19%), la préservation des végétaux (15%), la protection de la couche d'ozone (13%) et la gestion et le recyclage des déchets (13%).

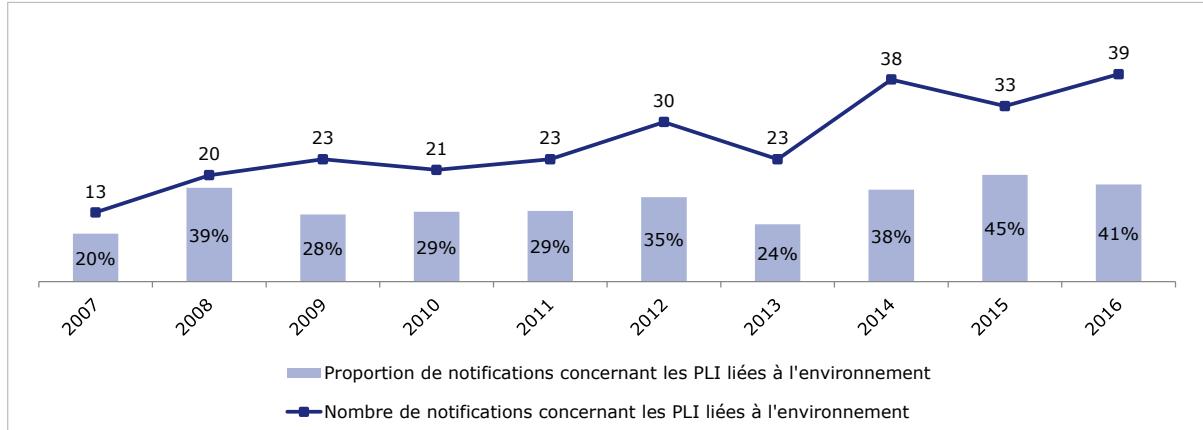
1.15. Les Membres qui ont présenté le plus de mesures concernant des restrictions quantitatives liées à l'environnement dans leurs notifications étaient: la Fédération de Russie et les États-Unis (15 mesures par pays); et le Mexique, le Nicaragua et Singapour (14 mesures par pays).

¹⁵ Plusieurs activités/mesures/objectifs pouvant être mentionnés dans une notification, le total peut être supérieur à 100%. Voir aussi la section "Summary" (Récapitulatif) du document WT/CTE/EDB/16/Add.1 pour la ventilation complète par secteur, mesure ou objectif.

1.1.2 Accord sur les procédures de licences d'importation (PLI)

1.16. En 2016, sur les 96 notifications présentées par les Membres au titre de l'Accord PLI, 39 (ou 41% du nombre total de notifications concernant les PLI) étaient liées à l'environnement (voir le graphique 1.9). Ces 39 notifications mentionnaient 153 mesures liées à l'environnement.

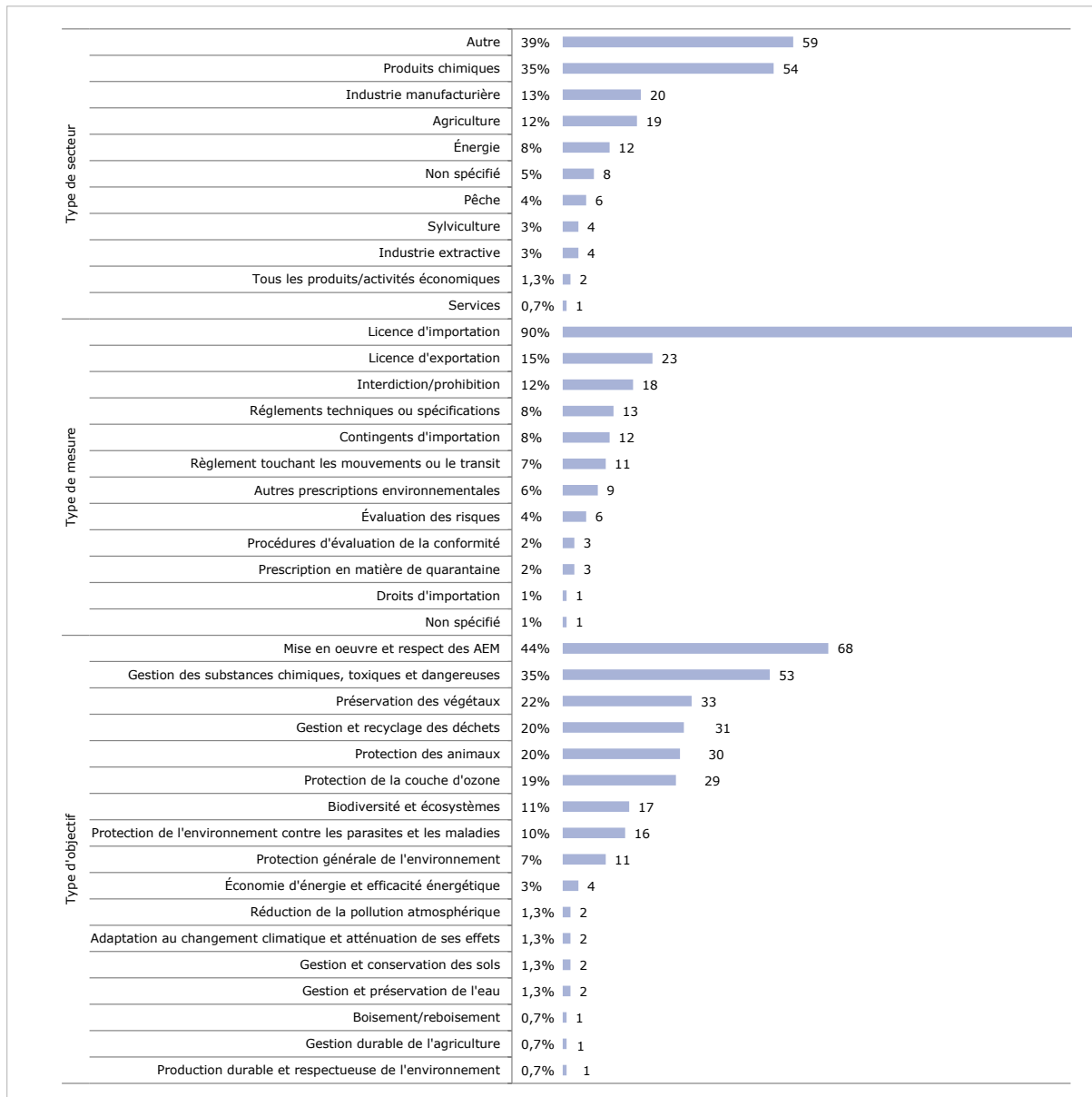
Graphique 1.9 – Notifications concernant les PLI liées à l'environnement (2007-2016)¹⁶



1.17. Comme l'indique le graphique 1.10, les secteurs visés par les mesures liées à l'environnement décrites dans les notifications concernant les PLI étaient les suivants: les produits chimiques tels que les substances appauvrissant la couche d'ozone et les substances radioactives (35%); l'industrie manufacturière (13%); l'agriculture (12%); et l'énergie (8%). Les autres secteurs, par exemple les déchets et l'eau, étaient visés par 39% des mesures, tandis que 5% des mesures n'ont pas fait mention d'un secteur ou d'un produit en particulier.

¹⁶ Le graphique concerne la période de dix ans la plus récente. Pour la série chronologique complète de la BDE allant de 1997 à 2016, voir le document WT/CTE/EDB/16/Add.1.

Graphique 1.10 – Types de mesures liées à l'environnement figurant dans les notifications concernant des PLI (2016)¹⁷



1.18. S'agissant des types de mesures, en 2016 les licences d'importation et d'exportation représentaient respectivement 90% et 15% des mesures liées à l'environnement visées par des PLI, et 12% des mesures notifiées se rapportaient à une interdiction/prohibition.

1.19. En ce qui concerne les objectifs, le respect des obligations au titre des AEM tels que la CITES, la Convention de Bâle, la Convention de Rotterdam et le Protocole de Montréal était cité comme l'objectif environnemental de 44% des mesures liées à l'environnement visées par des PLI. Parmi les autres objectifs environnementaux figuraient la gestion des substances chimiques et dangereuses (35%), la préservation des végétaux (22%), la gestion et le recyclage des déchets (20%), la protection des animaux (20%), la protection de la couche d'ozone (19%), la biodiversité et les écosystèmes (11%) et la protection de l'environnement contre les parasites et les maladies (10%).

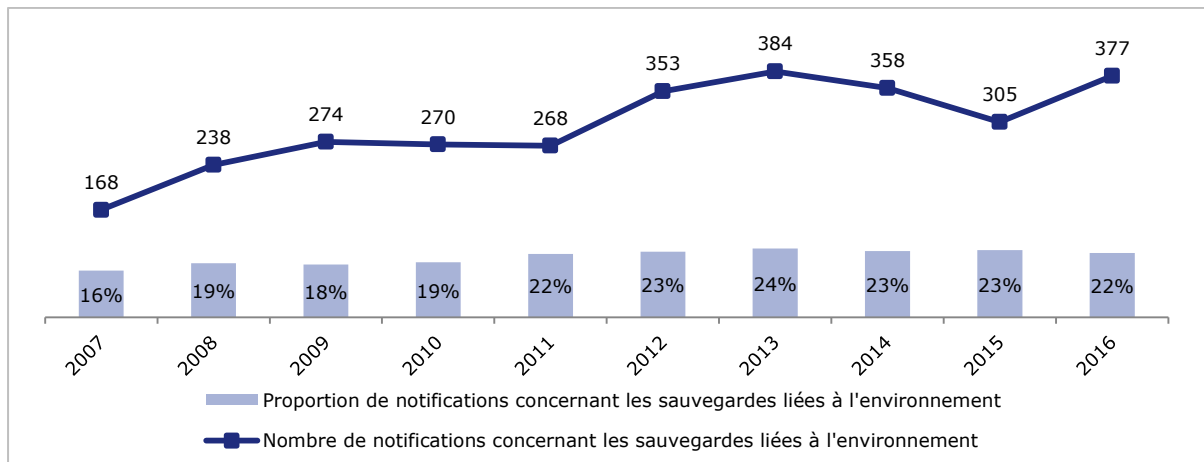
¹⁷ Plusieurs activités/mesures/objectifs pouvant être mentionnés dans une notification, le total peut être supérieur à 100%. Voir aussi la section "Summary" (Récapitulatif) du document WT/CTE/EDB/16/Add.1 pour la ventilation complète par secteur, mesure ou objectif.

1.20. Les Membres qui ont présenté le plus de mesures liées à l'environnement visées par des PLI étaient: les Philippines (27 mesures dans 2 notifications); la Malaisie (16 mesures dans 2 notifications); Cuba (15 mesures dans 1 notification); l'Australie (14 mesures dans 1 notification); et Singapour (10 mesures dans 2 notifications).

1.1.3 Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC)

1.21. En 2016, sur les 1 686 notifications ordinaires présentées par les Membres au titre de l'Accord OTC, 377 (22%)¹⁸ étaient liées à l'environnement (voir le graphique 1.11). L'Accord OTC continue d'être l'accord au titre duquel sont présentées la plupart des notifications liées à l'environnement (201 notifications OTC liées à l'environnement ont été présentées en moyenne chaque année pendant la période 1997-2016).

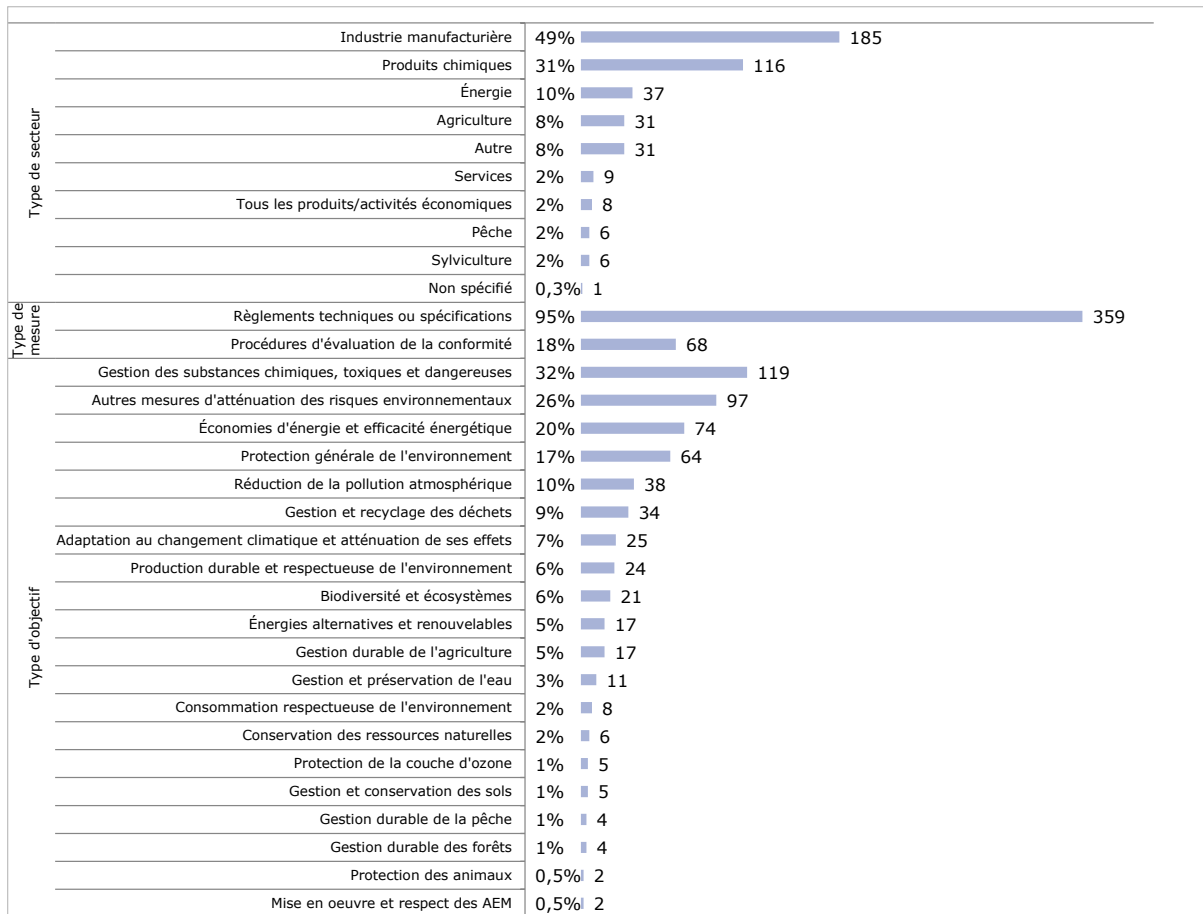
Graphique 1.11 – Notifications OTC liées à l'environnement (2007-2016)¹⁹



1.22. Comme l'indique le graphique 1.12, les secteurs le plus fréquemment associés aux notifications OTC liées à l'environnement de 2016 étaient l'industrie manufacturière (mentionnée dans 49% des notifications). Parmi les autres secteurs visés dans ces notifications figuraient les produits chimiques (31%); l'énergie (10%); et l'agriculture (8%).

¹⁸ Ce nombre exclut les addenda et les corrigenda.

¹⁹ Le graphique concerne la période de dix ans la plus récente. Pour la série chronologique complète de la BDE allant de 1997 à 2016, voir le document WT/CTE/EDB/16/Add.1.

Graphique 1.12 – Types de notifications OTC liées à l'environnement (2016)²⁰

1.23. S'agissant des types de mesures, en 2016 les mesures OTC liées à l'environnement étaient des règlements techniques ou des spécifications (95%) ou des procédures d'évaluation de la conformité (18%).

1.24. En ce qui concerne les objectifs, la gestion des substances chimiques, toxiques et dangereuses était l'objectif environnemental le plus fréquemment cité (32% des notifications OTC liées à l'environnement). Parmi les autres objectifs environnementaux figuraient les autres mesures d'atténuation des risques pour l'environnement (26%), les économies d'énergie et l'efficacité énergétique (20%), la protection générale de l'environnement (17%), la réduction de la pollution atmosphérique (10%), la gestion et le recyclage des déchets (9%), l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets (7%), la production durable et respectueuse de l'environnement (6%) et la biodiversité et les écosystèmes (6%).

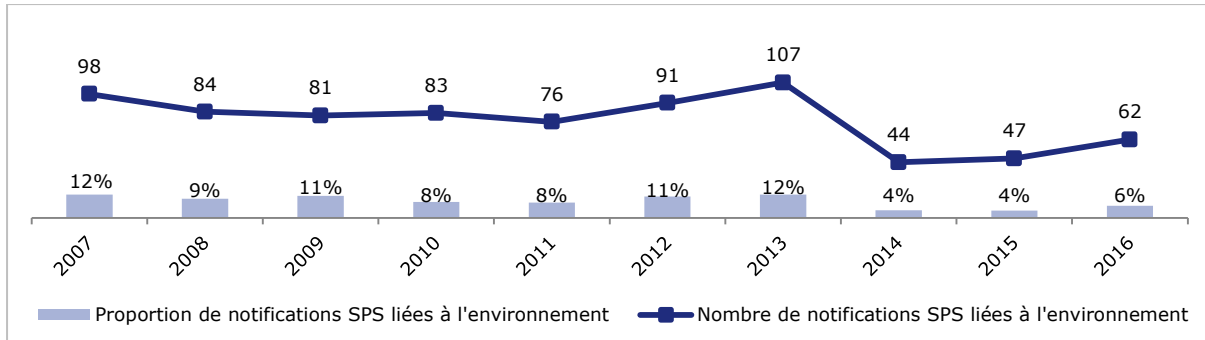
1.25. En 2016, les Membres qui ont présenté le plus de notifications OTC liées à l'environnement étaient les États-Unis (89), l'Union européenne (67), le Mexique (17), le Taipei chinois (13), la Chine (12) et l'Ouganda (10).

1.1.4 Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS)

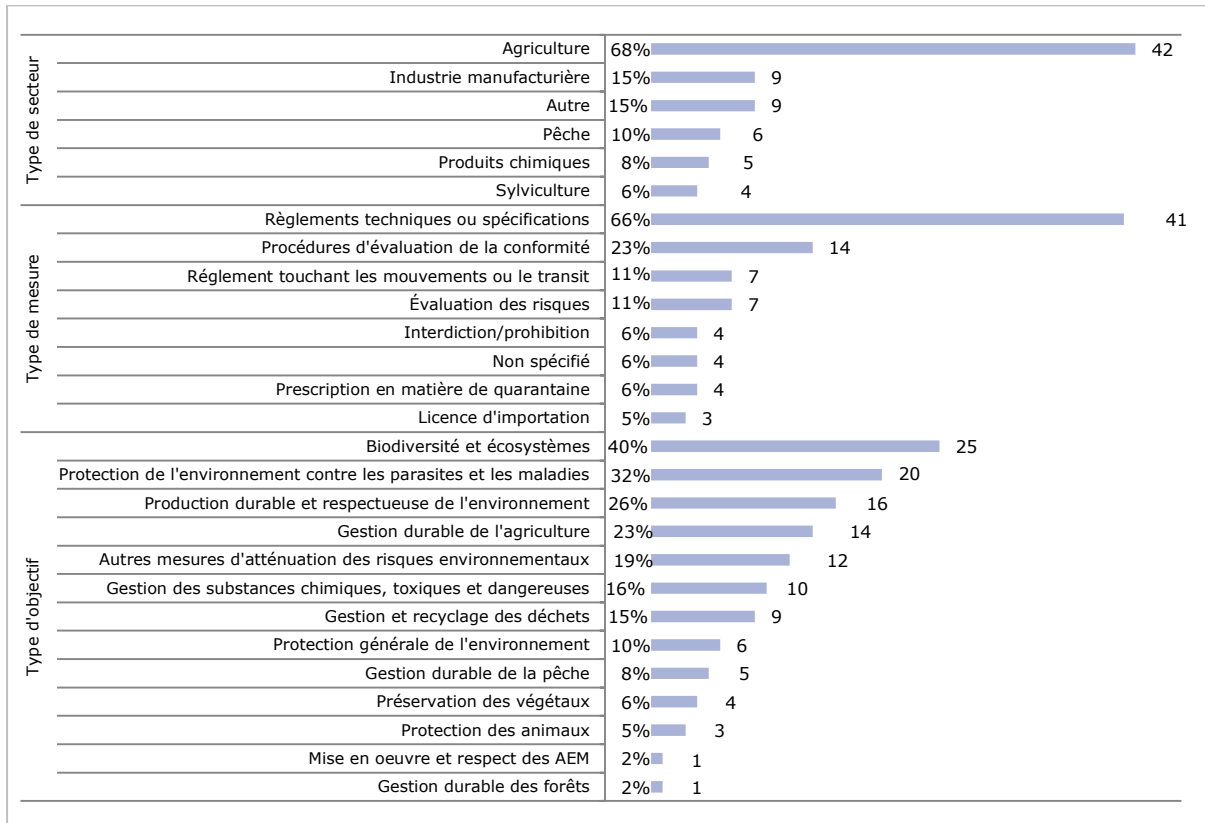
1.26. En 2016, sur les 1 037 notifications SPS ordinaires²¹, 62 (6%) avaient trait à l'environnement (voir le graphique 1.13).²²

²⁰ Plusieurs activités/mesures/objectifs pouvant être mentionnés dans une notification, le total peut être supérieur à 100%. Voir aussi la section "Summary" (Récapitulatif) du document WT/CTE/EDB/16/Add.1 pour la ventilation complète par secteur, mesure ou objectif.

²¹ Ce nombre exclut les addenda et les corrigenda.

Graphique 1.13 – Notifications SPS liées à l'environnement (2007-2016)²³

1.27. Comme l'illustre le graphique 1.14, en 2016, les secteurs les plus fréquemment associés aux notifications SPS liées à l'environnement étaient l'agriculture, mentionnée dans 68% des notifications, suivie de l'industrie manufacturière (15%), d'autres secteurs tels que ceux liés aux activités concernant les déchets et la faune (15%), de la pêche (10%), des produits chimiques (8%) et de la sylviculture (6%).

Graphique 1.14 – Types de notifications SPS liées à l'environnement (2016)²⁴

²² La part des notifications SPS liées à l'environnement a reculé en 2014 par rapport aux années précédentes, du fait que la méthode utilisée pour l'identification de ces notifications a été modifiée. À compter de 2014, seul le contenu lié à l'environnement figurant dans la partie "description" de la notification SPS a été pris en compte dans la BDE.

²³ Le graphique concerne la période de dix ans la plus récente. Pour la série chronologique complète de la BDE allant de 1997 à 2016, voir le document WT/CTE/EDB/16/Add.1.

²⁴ Plusieurs activités/mesures/objectifs pouvant être mentionnés dans une notification, le total peut être supérieur à 100%. Voir aussi la section "Summary" (Récapitulatif) du document WT/CTE/EDB/16/Add.1 pour la ventilation complète par secteur, mesure ou objectif.

1.28. S'agissant des types de mesures, les règlements techniques ou spécifications représentaient 66% des notifications SPS liées à l'environnement. Parmi les autres mesures SPS figuraient les procédures d'évaluation de la conformité (23%), la réglementation touchant les mouvements ou le transit (11%) et l'évaluation des risques (11%).

1.29. En ce qui concerne les objectifs, la biodiversité et les écosystèmes étaient l'objectif environnemental mentionné le plus souvent dans les notifications SPS liées à l'environnement (40%); venaient ensuite la protection de l'environnement contre les parasites et les maladies (32%), la production durable et respectueuse de l'environnement (26%), la gestion durable de l'agriculture (23%), les autres mesures d'atténuation des risques environnementaux (19%), la gestion des substances chimiques, toxiques et dangereuses (16%), la gestion et le recyclage des déchets (15%) et la protection générale de l'environnement (10%).

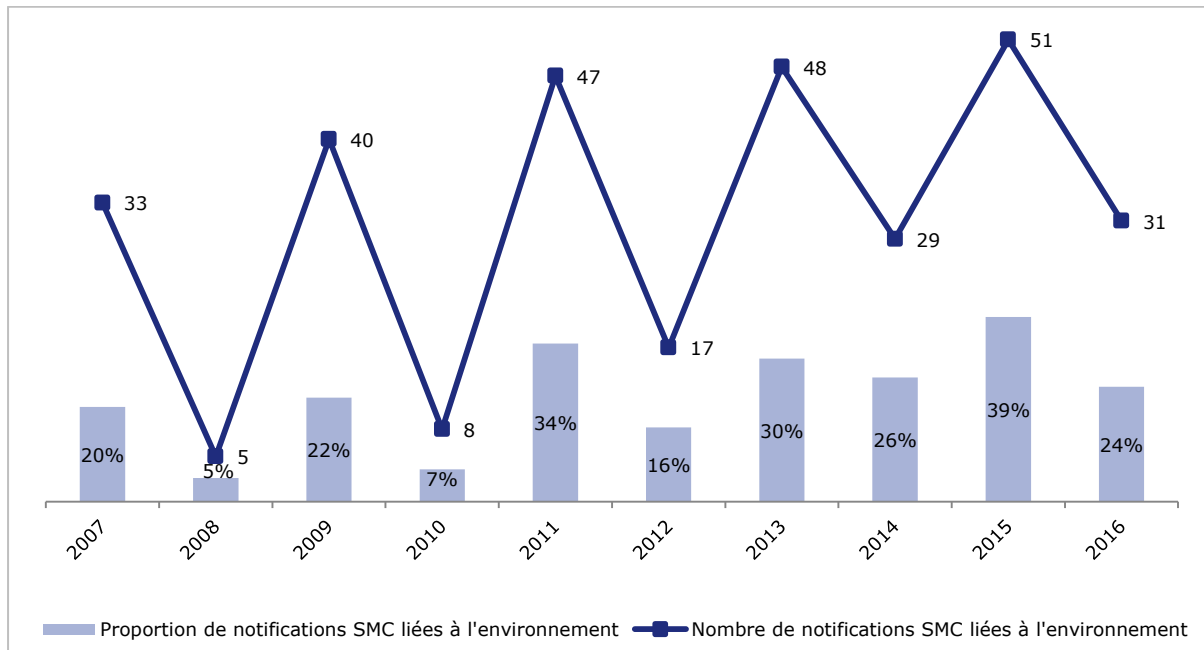
1.30. En 2016, les Membres qui ont présenté le plus de notifications SPS liées à l'environnement étaient: l'Australie (8); les Philippines (7); le Costa Rica (4); la Nouvelle-Zélande (4) et les États-Unis (3).

1.2 Mesures de soutien

1.2.1 Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (SMC)

1.31. En 2016, sur les 127 notifications présentées par les Membres au titre de l'Accord SMC, 31 (24%) étaient liées à l'environnement (voir le graphique 1.15). Pour la période 1997-2016, le nombre de notifications SMC liées à l'environnement a varié de 5 à 51 notifications, la moyenne annuelle étant d'environ 28.²⁵

Graphique 1.15 – Notifications SMC liées à l'environnement (2007-2016)²⁶



1.32. Comme l'illustre le graphique 1.16, 42% des mesures mentionnées dans les notifications SMC liées à l'environnement de 2016 concernaient spécifiquement le secteur manufacturier. Les autres activités relevées étaient, entre autres, l'énergie (34%), l'agriculture (20%), d'autres secteurs tels que les activités concernant la faune et les déchets (9%), et la pêche (9%).

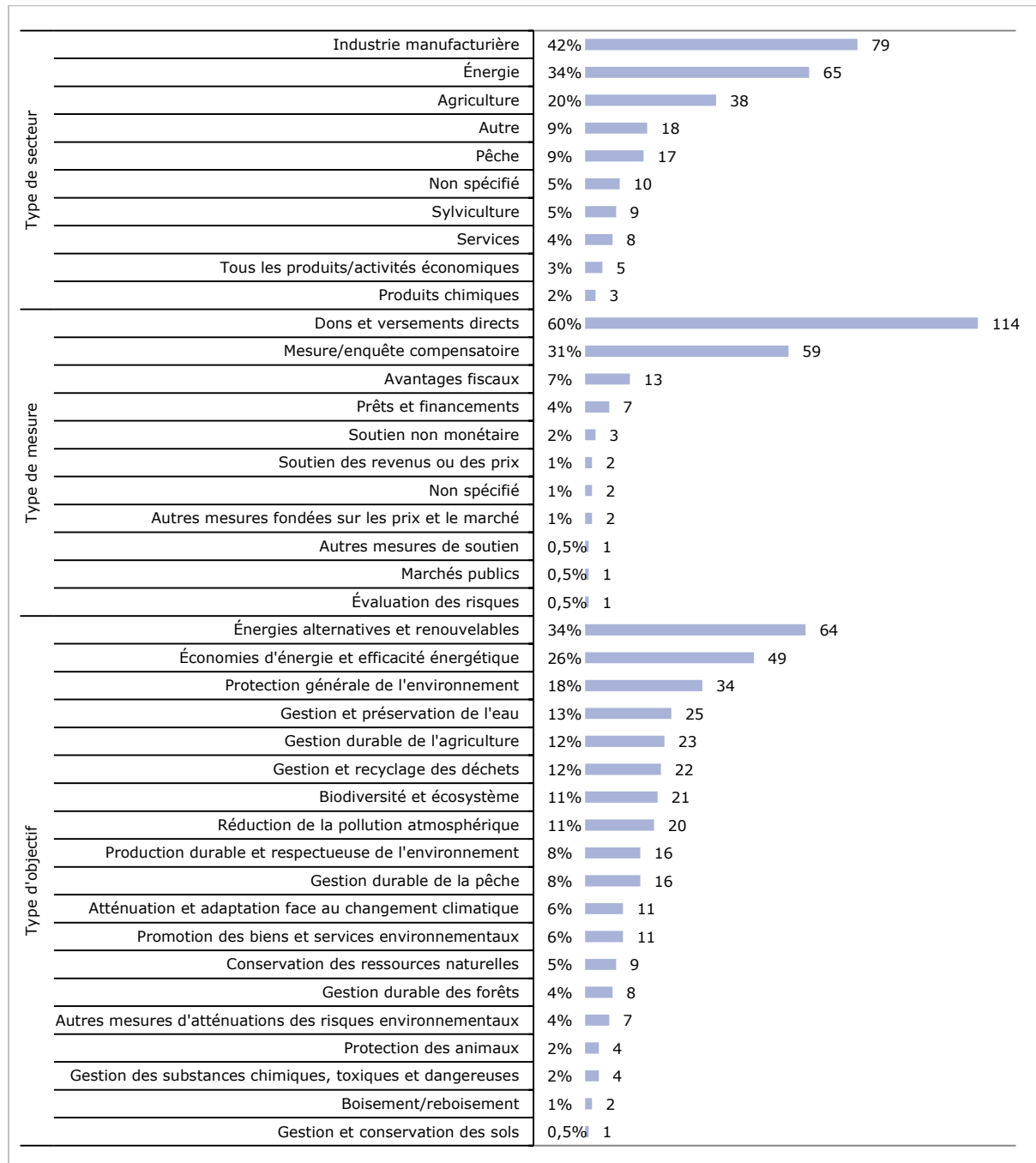
²⁵ Depuis 2001, les Membres de l'OMC notifient des mesures SMC tous les deux ans, ce qui explique la variation annuelle des notifications SMC liées à l'environnement. Voir le paragraphe 6 du document G/SCM/M/30 et le paragraphe 43 du document G/SCM/M/46.

²⁶ Le graphique concerne la période de dix ans la plus récente. Pour la série chronologique complète de la BDE allant de 1997 à 2016, voir le document WT/CTE/EDB/16/Add.1.

1.33. Comme pour les années précédentes, les mesures SMC liées à l'environnement notifiées en 2016 consistaient principalement en des dons et versements directs (60% de l'ensemble des mesures identifiées); venaient ensuite les mesures/enquêtes compensatoires (31%), les autres formes de soutien comprenant les avantages fiscaux (7%) et les prêts et financements (4%).

1.34. En ce qui concerne les objectifs, les plus souvent mentionnés dans les mesures SMC liées à l'environnement de 2016 étaient la promotion des énergies alternatives et renouvelables (34%), les économies d'énergie et l'efficacité énergétique (26%), la protection générale de l'environnement (18%), la gestion et la préservation de l'eau (13%), la gestion durable de l'agriculture (12%), la gestion et le recyclage des déchets (12%), la biodiversité et les écosystèmes (11%) et la réduction de la pollution atmosphérique (11%).

1.35. Les Membres qui ont présenté le plus de mesures SMC liées à l'environnement étaient: l'Union européenne (95 mesures dans 10 notifications); l'Australie (27 mesures dans 3 notifications); les États-Unis (19 mesures dans 2 notifications); la Chine (16 mesures dans 2 notifications); et le Canada (12 mesures dans 2 notifications).

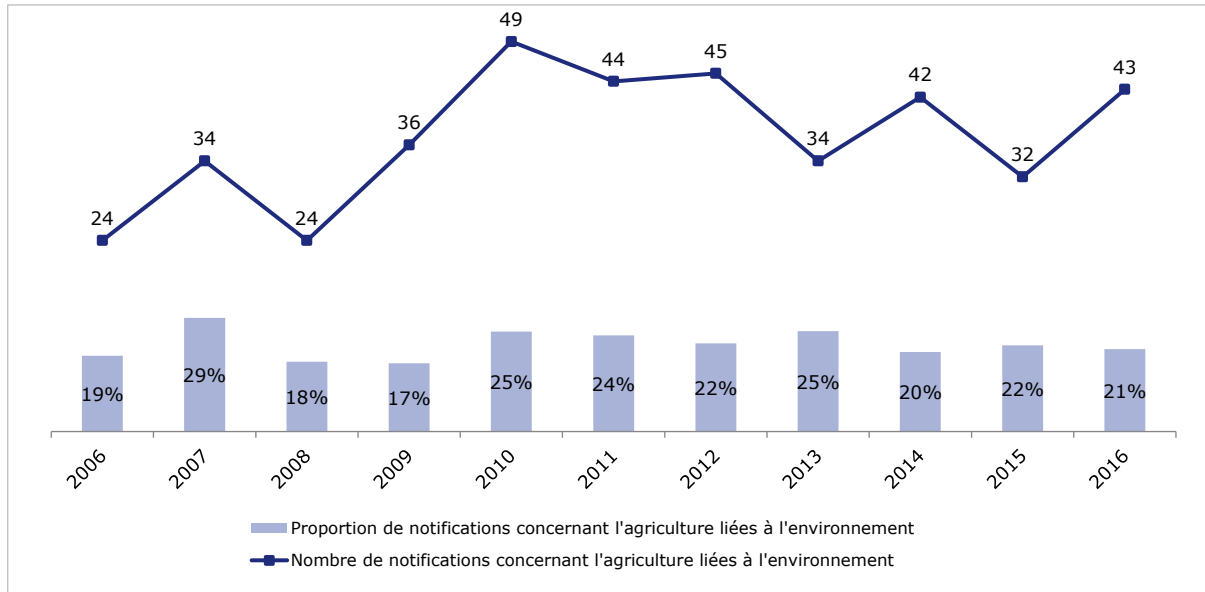
Graphique 1.16 – Types de mesures liées à l'environnement figurant dans les notifications SMC (2016)²⁷

1.2.2 Accord sur l'agriculture

1.36. En 2016, sur les 208 notifications présentées par les Membres au titre de l'Accord sur l'agriculture, 43 (21%) avaient trait à l'environnement et mentionnaient 259 mesures liées à l'environnement (voir le graphique 1.17). Pour la période 1997-2016, le nombre de notifications liées à l'environnement concernant l'agriculture a varié de 20 à 49 notifications, la moyenne annuelle étant d'environ 34.

²⁷ Plusieurs activités/mesures/objectifs pouvant être mentionnés dans une notification, le total peut être supérieur à 100%. Voir aussi la section "Summary" (Récapitulatif) du document WT/CTE/EDB/16/Add.1 pour la ventilation complète par secteur, mesure ou objectif.

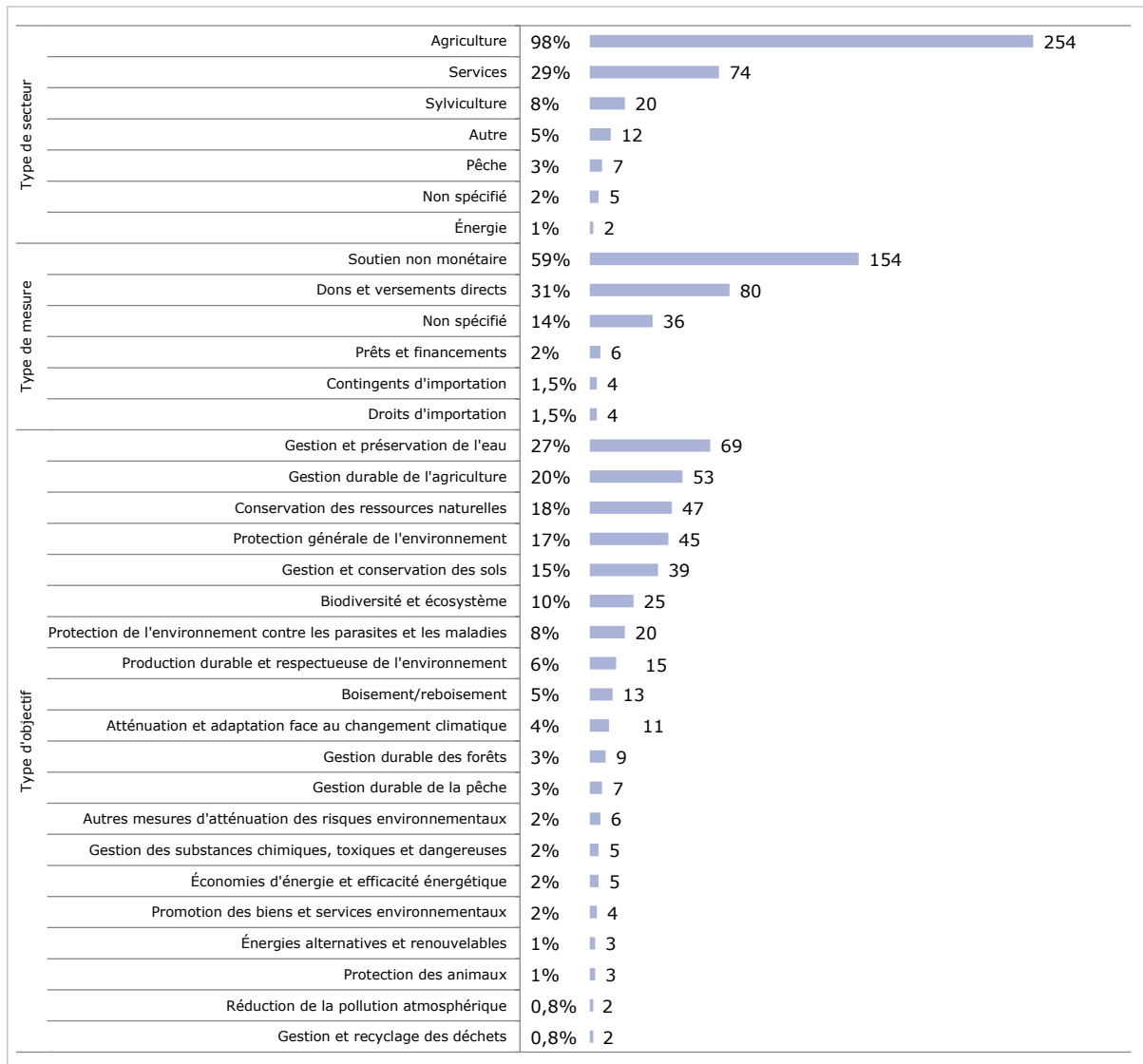
Graphique 1.17 – Notifications concernant l'agriculture liées à l'environnement (2007-2016)²⁸



1.37. Comme l'indique le graphique 1.18, 98% de toutes les mesures liées à l'environnement concernant l'agriculture se rapportaient directement au secteur agricole. Certaines mesures mentionnaient aussi les services, la sylviculture, la pêche et l'énergie.

²⁸ Le graphique concerne la période de dix ans la plus récente. Pour la série chronologique complète de la BDE allant de 1997 à 2016, voir le document WT/CTE/EDB/16/Add.1.

Graphique 1.18 – Types de mesures liées à l'environnement figurant dans les notifications concernant l'agriculture (2016)²⁹



1.38. S'agissant des types de mesures, les mesures liées à l'environnement concernant l'agriculture notifiées comprenaient principalement des mesures de soutien interne non monétaires telles que la formation, les services consultatifs ou les programmes de recherche (59%), des dons et versements directs (31%) ainsi que des prêts et financements (2%). Les mesures non spécifiées représentaient 14% des mesures notifiées liées à l'environnement concernant l'agriculture.

1.39. En ce qui concerne les objectifs, la gestion et la préservation de l'eau étaient mentionnées dans 27% des notifications de mesures liées à l'environnement présentées en 2016 au titre de l'Accord sur l'agriculture. Parmi les autres objectifs figuraient: la gestion durable de l'agriculture (20%), la conservation des ressources naturelles (18%), la protection générale de l'environnement (17%), la gestion et conservation des sols (15%) et la biodiversité et les écosystèmes (10%).

1.40. Les Membres qui ont présenté le plus de mesures liées à l'environnement concernant l'agriculture étaient: le Pérou (56 mesures dans 2 notifications); l'Australie (43 mesures dans

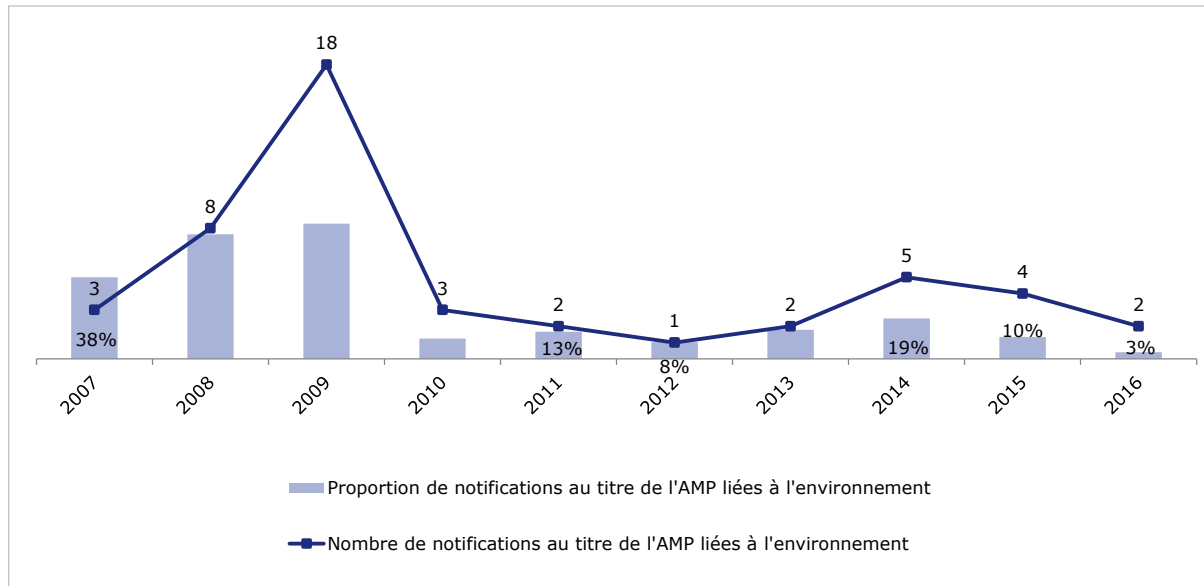
²⁹ Plusieurs activités/mesures/objectifs pouvant être mentionnés dans une notification, le total peut être supérieur à 100%. Voir aussi la section "Summary" (Récapitulatif) du document WT/CTE/EDB/16/Add.1 pour la ventilation complète par secteur, mesure ou objectif.

4 notifications); le Canada (21 mesures dans 2 notifications); la Norvège (16 mesures dans 2 notifications); et l'Argentine (15 mesures dans 2 notifications).

1.2.3 Accord sur les marchés publics (AMP)

1.41. En 2016, sur les 66 notifications présentées au titre de l'Accord plurilatéral sur les marchés publics, 2 notifications (Japon et Ukraine) étaient liées à l'environnement (voir le graphique 1.19). Les objectifs de ces notifications étaient la promotion des biens et services environnementaux et la protection générale de l'environnement, respectivement.

Graphique 1.19 – Notifications au titre de l'AMP liées à l'environnement (2007-2016)³⁰

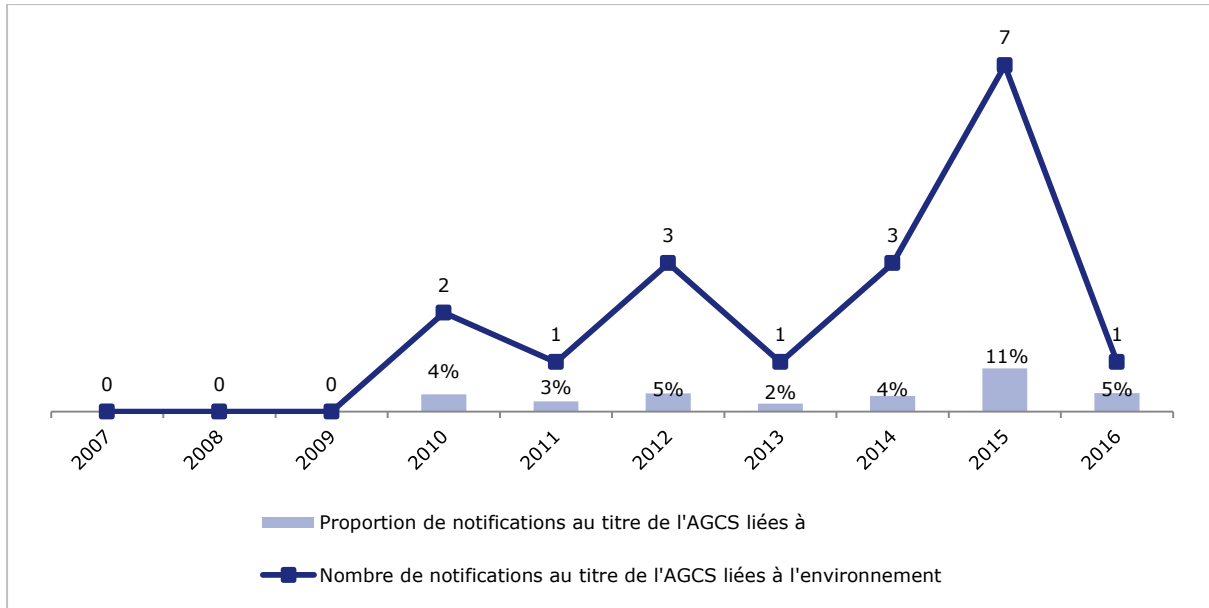


1.3 Autres mesures

1.3.1 Accord général sur le commerce des services (AGCS)

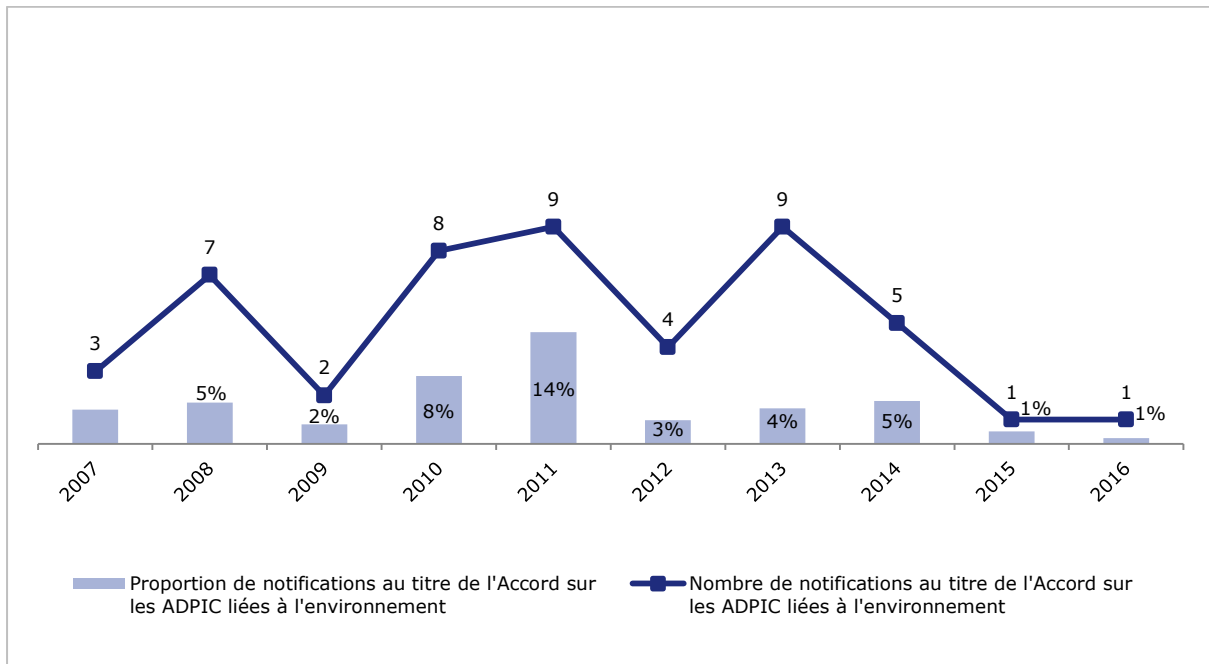
1.42. En 2016, sur les 21 notifications présentées par les Membres au titre de l'AGCS, une seule notifiée par l'Union européenne se rapportait à l'environnement (voir le graphique 1.20). Cette mesure portait sur la promotion de projets relatifs aux énergies alternatives et renouvelables, ainsi qu'aux économies d'énergie et à l'efficacité énergétique.

³⁰ Le graphique concerne la période de dix ans la plus récente. Pour la série chronologique complète de la BDE allant de 1997 à 2016, voir le document WT/CTE/EDB/16/Add.1.

Graphique 1.20 – Notifications au titre de l'AGCS liées à l'environnement (2007-2016)³¹

1.3.2 Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)

1.43. En 2016, sur les 142 notifications présentées par les Membres au titre de l'article 63:2 de l'Accord sur les ADPIC, une seule contenait des dispositions liées à l'environnement (voir le graphique 1.21), qui portaient sur la protection de l'environnement contre la destruction inappropriée des marchandises de contrefaçon.

Graphique 1.21 – Notifications au titre de l'Accord sur les ADPIC liées à l'environnement (2007-2016)³²

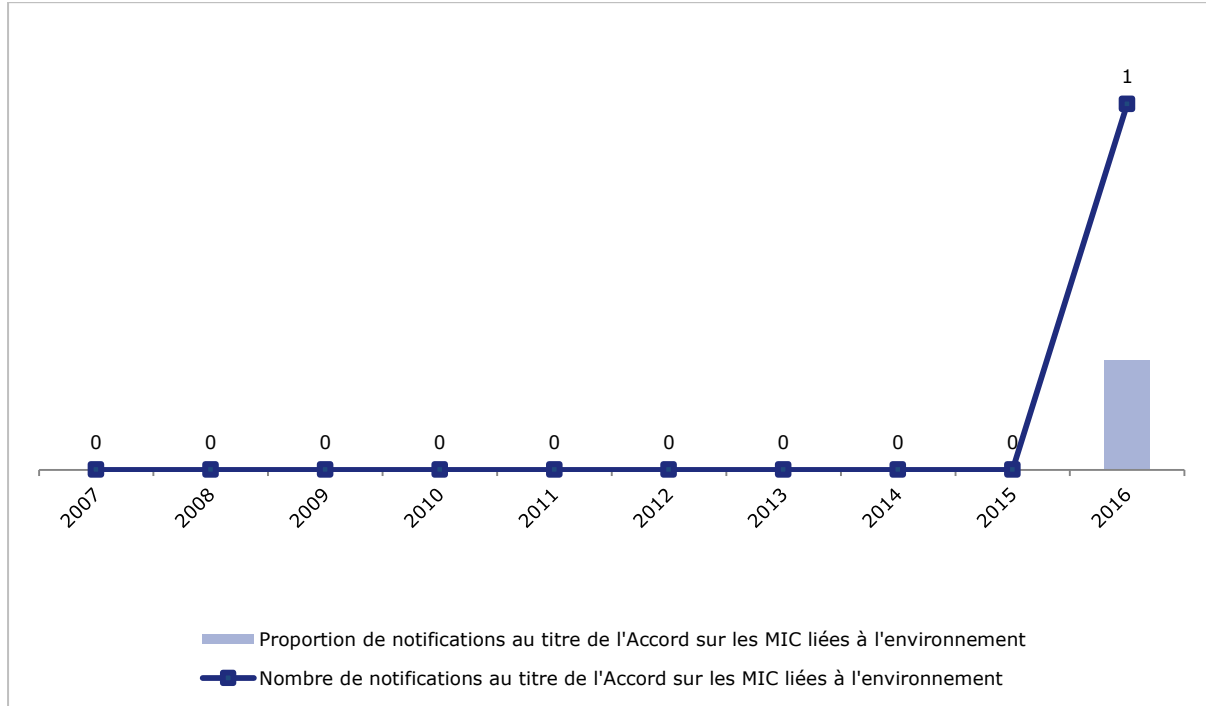
³¹ Le graphique concerne la période de dix ans la plus récente. Pour la série chronologique complète de la BDE allant de 1997 à 2016, voir le document WT/CTE/EDB/16/Add.1.

³² Le graphique concerne la période de dix ans la plus récente. Pour la série chronologique complète de la BDE allant de 1997 à 2016, voir le document WT/CTE/EDB/16/Add.1.

1.3.3 Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC)

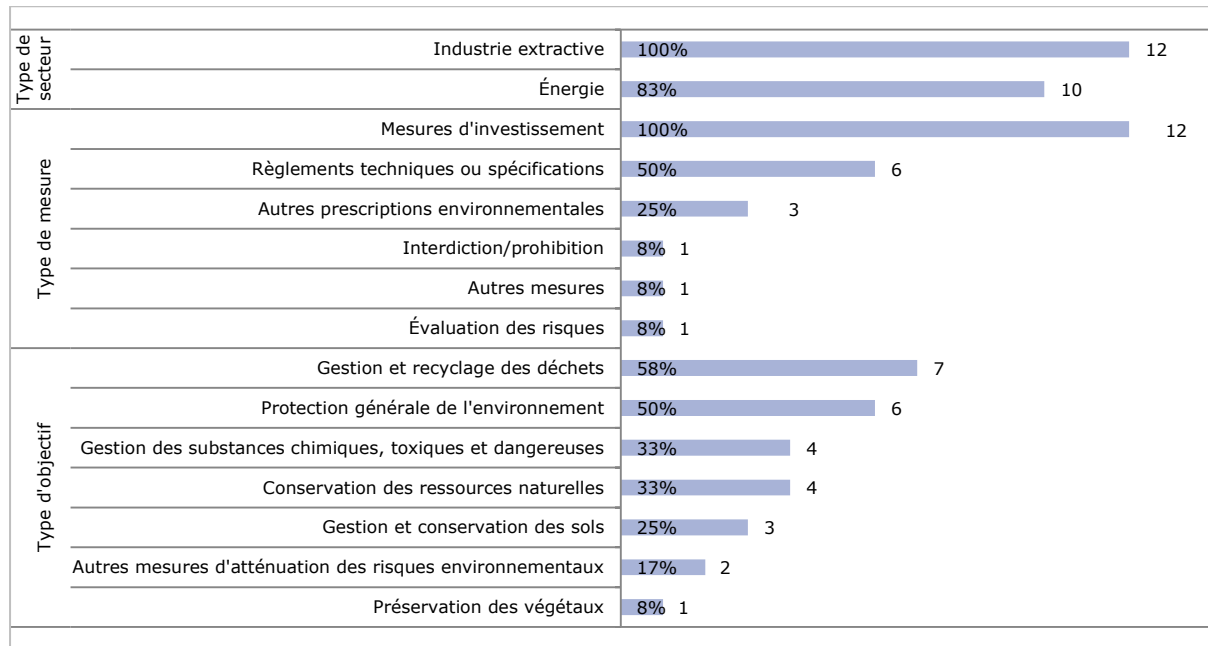
1.44. En 2016, sur les 4 notifications présentées au titre de l'Accord sur les MIC, une seule soumise par le Kazakhstan contenait 12 mesures liées à l'environnement. Il s'agissait de la première notification relative aux MIC à figurer dans la BDE (voir le graphique 1.22).

Graphique 1.22 – Notifications au titre de l'Accord sur les MIC liées à l'environnement (2007–2016)³³



1.45. Le graphique 1.23 présente la classification des 12 mesures liées à l'environnement identifiées dans la notification. Ces mesures se rapportaient au secteur de l'industrie extractive (100%) et au secteur de l'énergie (83%). Elles concernaient toutes les investissements, mais certaines portaient en outre sur les règlements techniques ou spécifications (50%) et sur d'autres prescriptions liées à l'environnement (25%). Parmi les objectifs environnementaux identifiés figuraient: la gestion et le recyclage des déchets (58%); la protection générale de l'environnement (50%); la gestion des substances chimiques, toxiques et dangereuses (33%); et la conservation des ressources naturelles (33%).

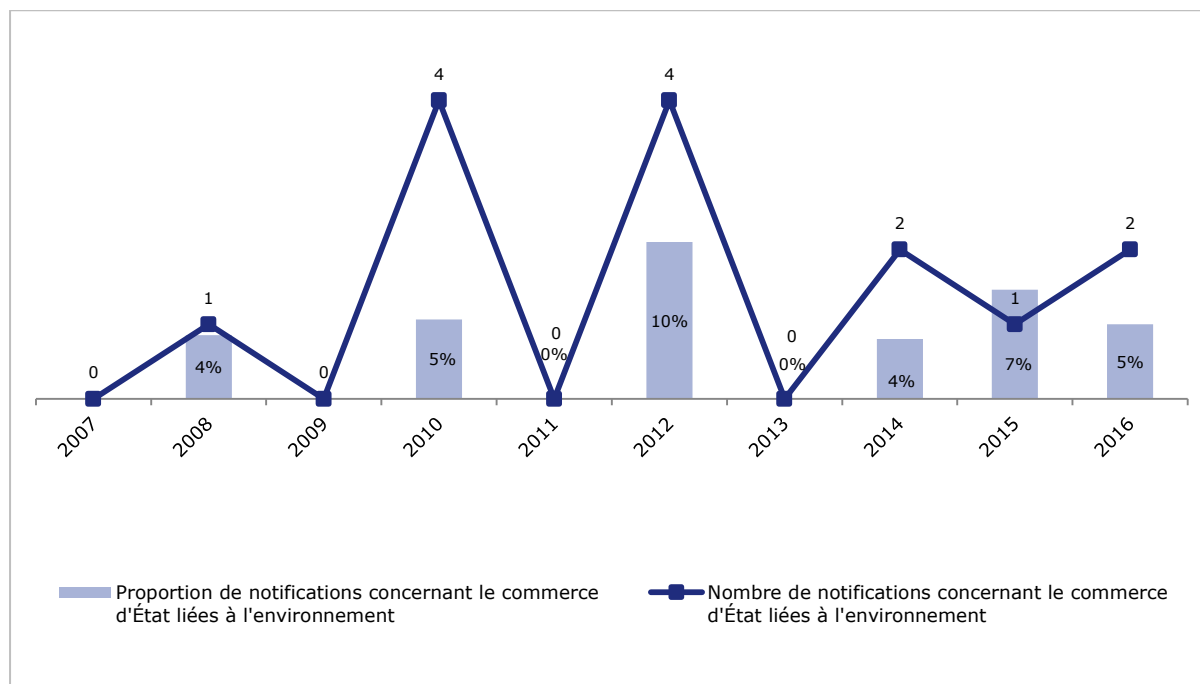
³³ Le graphique concerne la période de dix ans la plus récente. Pour la série chronologique complète de la BDE allant de 1997 à 2016, voir le document WT/CTE/EDB/16/Add.1.

Graphique 1.23 - Types de mesures liées à l'environnement figurant dans les notifications relatives aux MIC (2016)³⁴

1.3.4 Commerce d'État

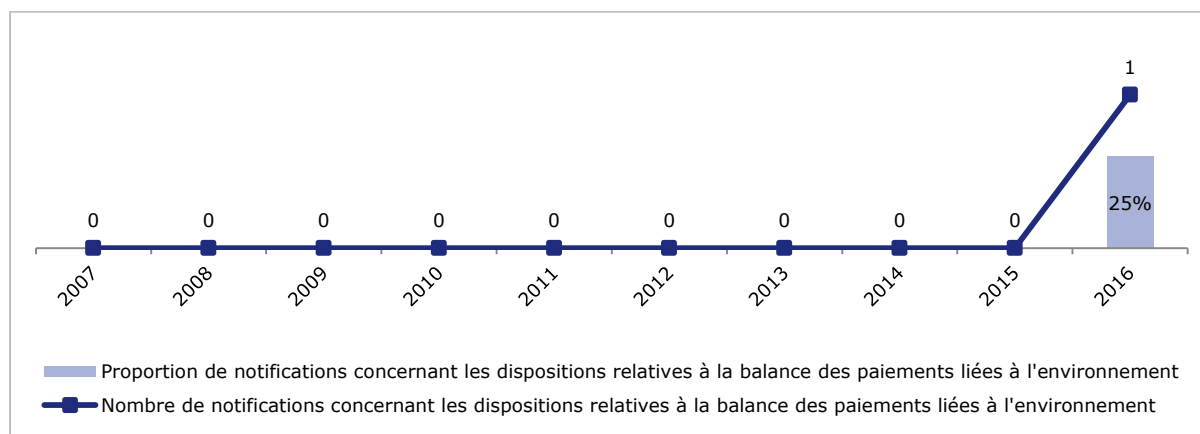
1.46. En 2016, sur les 41 notifications présentées au titre du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994 (entreprises commerciales d'État), 2 présentées par l'Afghanistan et le Kazakhstan étaient liées à l'environnement (voir le graphique 1.24). Ces notifications concernaient respectivement: l'application de droits de douane différents afin d'encourager les économies d'énergie; et la mise en place de contingents d'exportation et d'un contrôle de l'État aux fins de la conservation des poissons de la famille des esturgeons, conformément aux dispositions de la CITES.

³⁴ Plusieurs activités/mesures/objectifs pouvant être mentionnés dans une notification, le total peut être supérieur à 100%. Voir aussi la section "Summary" (Récapitulatif) du document WT/CTE/EDB/16/Add.1 pour la ventilation complète par secteur, mesure ou objectif.

Graphique 1.24 – Notifications concernant le commerce d'État liées à l'environnement (2007-2016)³⁵

1.3.5 Dispositions relatives à la balance des paiements

1.47. En 1997, une notification liée à l'environnement a été présentée au titre du Mémorandum d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements. Aucune notification de ce type n'a été identifiée depuis lors, jusqu'en 2016 où l'une des quatre notifications portant sur les dispositions relatives à la balance des paiements était liée à l'environnement (voir le graphique 1.25). Cette notification concernait la modification de la mesure de sauvegarde de l'Équateur pour répondre aux besoins du pays en matière de protection des personnes, des collectivités et de la nature contre les effets négatifs des catastrophes d'origine naturelle ou anthropique au moyen de la prévention des risques, de l'atténuation des catastrophes, et du rétablissement et de l'amélioration des conditions sociales, économiques et environnementales.

Graphique 1.25 - Notifications concernant les dispositions relatives à la balance des paiements liées à l'environnement (2007-2016)³⁶

³⁵ Le graphique concerne la période de dix ans la plus récente. Pour la série chronologique complète de la BDE allant de 1997 à 2016, voir le document WT/CTE/EDB/16/Add.1.

³⁶ Le graphique concerne la période de dix ans la plus récente. Pour la série chronologique complète de la BDE allant de 1997 à 2016, voir le document WT/CTE/EDB/16/Add.1.

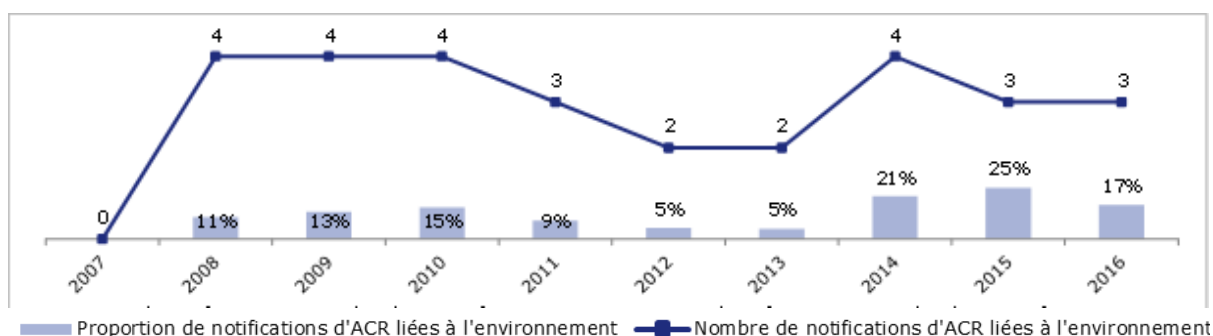
2 NOTIFICATIONS D'ACCORDS COMMERCIAUX

2.1 Accords commerciaux régionaux (ACR)

2.1. En 2016, sur les 18 notifications d'ACR présentées par les Membres au titre du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994, 3 (17%) étaient liées à l'environnement (voir le graphique 2.1). En particulier, ces notifications concernaient l'inclusion dans les ACR de dispositions relatives à l'environnement.³⁷

2.2. Les trois notifications concernaient les accords commerciaux bilatéraux conclus entre la République de Corée d'une part et la Chine, la Colombie et la Nouvelle-Zélande d'autre part. Ces accords prévoient une coopération en matière de commerce des marchandises et des services, avec l'inclusion de dispositions relatives aux questions environnementales en lien avec tous les produits et toutes les activités économiques.

Graphique 2.1 – Notifications d'ACR liées à l'environnement (2007-2016)³⁸



3 RENSEIGNEMENTS FIGURANT DANS LES EXAMENS DES POLITIQUES COMMERCIALES

3.1. La BDE contient des renseignements sur les politiques, mesures ou programmes relatifs à l'environnement dont il est fait état dans les rapports d'examen des politiques commerciales (EPC) établis par le Secrétariat et par les gouvernements. Ces renseignements figurent habituellement dans les sections suivantes des EPC: "Cadre de la politique commerciale"; "Politique et pratiques commerciales – Analyse par mesure"; et "Politique commerciale – Analyse par secteur".

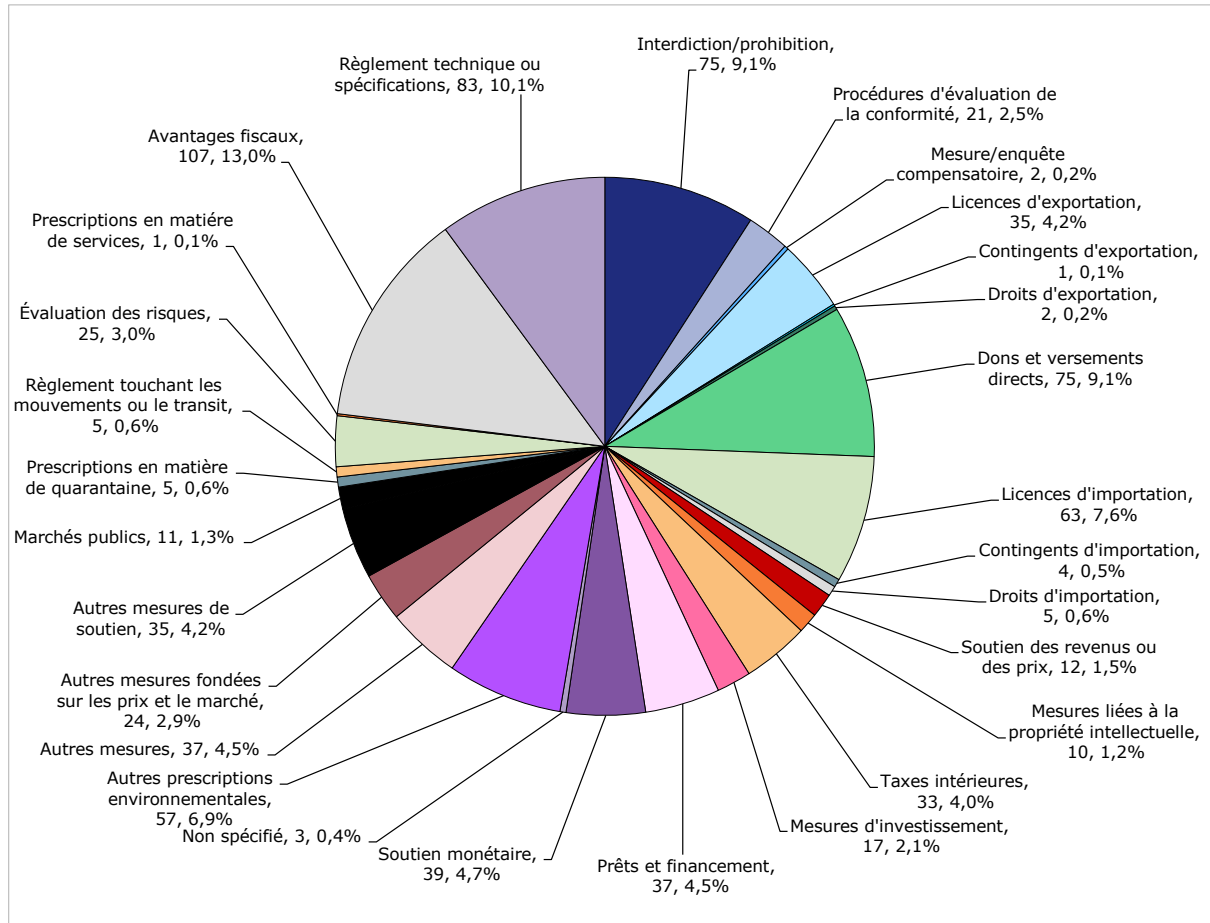
3.2. En 2016, 21 EPC ont été distribués. Ils comprenaient 1 148 entrées faisant référence à des politiques, mesures ou secteurs liés à l'environnement.³⁹ C'est dans les EPC des États-Unis que se trouvait le plus grand nombre d'entrées liées à l'environnement (147), suivis par les EPC de la République de Corée (90), de la Chine (76), des Maldives (67) et de la Tunisie (65). La section 3.1 ci-après présente des exemples d'entrées liées à l'environnement figurant dans les EPC.

3.3. Le graphique 3.1 présente une ventilation détaillée des types de mesures liées à l'environnement figurant dans les EPC. Les mesures liées à l'environnement mentionnées le plus souvent dans les EPC de 2016 étaient les avantages fiscaux (13%), les règlements techniques ou spécifications (10,1%), l'interdiction/prohibition (9,1%), les dons et versements directs (9,1%) et les licences d'importation (7,6%).

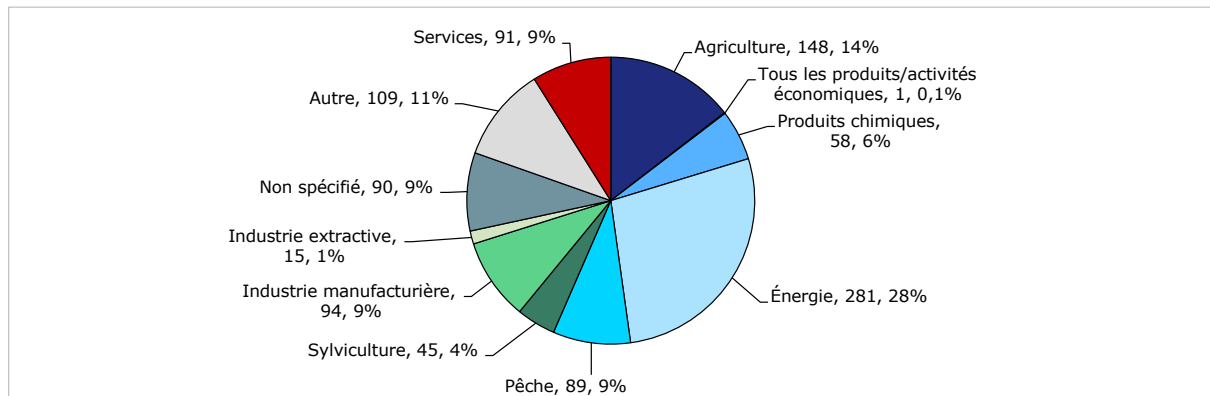
³⁷ Les statistiques ne tiennent compte que des renseignements recueillis au moyen des mots clés dans le texte des notifications. Pour une analyse approfondie des textes des ACR notifiés au titre du GATT/de l'OMC depuis 1957, voir MONTEIRO, José, "Typology of Environment-Related Provisions in Regional Trade Agreements", document de travail de la Division de la recherche économique et des statistiques de l'OMC (2016) pouvant être consulté à l'adresse suivante: https://www.wto.org/french/res_f/reser_f/ersd201613_f.htm.

³⁸ Le graphique concerne la période de dix ans la plus récente. Pour la série chronologique complète de la BDE allant de 1997 à 2016, voir le document WT/CTE/EDB/16/Add.1.

³⁹ Le nombre d'entrées liées à l'environnement dans les EPC correspond au nombre de fois que des politiques, mesures ou programmes relatifs à l'environnement sont mentionnés dans les rapports du Secrétariat ou des gouvernements.

Graphique 3.1 – Types de mesures liées à l'environnement mentionnés dans les EPC (2016)

3.4. S'agissant des politiques commerciales liées à l'environnement par secteur, les secteurs les plus souvent mentionnés dans les EPC étaient l'énergie (28%), suivie par l'agriculture (14%), l'industrie manufacturière (9%), les services (9%) et la pêche (9%) (voir le graphique 3.2).

Graphique 3.2 – Secteurs visés par des entrées liées à l'environnement dans les EPC (2016)

3.1 EPC des Membres de l'OMC en 2016

3.5. Vingt-et-un EPC ont été distribués en 2016, à savoir (par ordre alphabétique): Albanie; Chine; El Salvador; Émirats arabes unis; États-Unis; Fédération de Russie; Fidji; Guatemala;

Honduras; Îles Salomon; Malawi; Maldives; République de Corée; République démocratique du Congo; Royaume d'Arabie saoudite; Singapour; Sri Lanka; Tunisie; Turquie; Ukraine; et Zambie.

3.6. Les entrées liées à l'environnement figurant dans les EPC se trouvent dans les sections suivantes: "Cadre de la politique commerciale"; "Politique et pratiques commerciales – Analyse par mesure"; et "Politique commerciale – Analyse par secteur". En général, le "Cadre de la politique commerciale" comprend des renseignements sur les politiques, plans et programmes environnementaux du gouvernement et sa politique d'investissement. Les politiques et pratiques commerciales liées à l'environnement comprennent les prescriptions environnementales et les restrictions quantitatives (par exemple les règlements techniques ou spécifications, les procédures d'évaluation de la conformité, les licences d'importation/d'exportation, les interdictions et les prohibitions); les mesures fondées sur les prix et le marché (par exemple les droits et les contingents d'importation/d'exportation, et les taxes intérieures); et les mesures de soutien (par exemple les dons et versements directs, les prêts et financements, les avantages fiscaux, les mesures de soutien non monétaires, le soutien des revenus ou des prix et les marchés publics). Les secteurs liés à l'environnement mentionnés dans les EPC de 2016 comprennent l'agriculture, l'énergie, les produits chimiques, la pêche, la sylviculture, l'industrie manufacturière, l'industrie extractive et les services.

3.7. L'EPC de l'Albanie⁴⁰ comporte 40 entrées liées à l'environnement. Les entrées figurant dans le cadre de la politique commerciale sont, par exemple: l'accent mis sur la nécessité d'entreprendre des réformes structurelles profondes pour stimuler la croissance économique, préserver la stabilité macroéconomique et assurer un développement durable; et les concessions/partenariats public-privé attribués pour l'administration des eaux usées, le nettoyage des canaux et barrages, la gestion des déchets et la réhabilitation des terres et des forêts. S'agissant des mesures liées à l'environnement, les entrées figurant dans l'EPC concernent, entre autres: les prescriptions en matière de licences d'importation pour les déchets, les produits phytosanitaires, certains poissons et produits halieutiques et les espèces de flore et de faune sauvages citées dans les annexes de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES). Dans l'analyse par secteur de l'EPC, les entrées relevées sont notamment: le tourisme en tant que vecteur important pouvant permettre à l'Albanie de parvenir à une croissance durable tout en préservant l'environnement; les lois minières qui prévoient le contrôle et le réaménagement de l'environnement; et la promotion par l'Albanie des énergies renouvelables.

3.8. L'EPC de la Chine⁴¹ comporte 76 entrées liées à l'environnement. Les entrées figurant dans le cadre de la politique commerciale sont, par exemple: l'attachement du gouvernement chinois à promouvoir le développement des industries émergentes visant notamment à économiser l'énergie et à protéger l'environnement; et le catalogue pour l'investissement révisé du pays qui vise à drainer l'investissement étranger direct (IED) vers l'utilisation de technologies plus respectueuses de l'environnement. S'agissant des mesures liées à l'environnement, les entrées figurant dans l'EPC concernent, entre autres: la taxe à la consommation perçue sur les produits susceptibles d'être dangereux pour l'environnement; les articles prohibés qui se rapportent aux déchets solides énumérés dans le catalogue des déchets solides dont l'importation est prohibée; et les prescriptions en matière de licences d'exportation pour les substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Dans l'analyse par secteur de l'EPC, les entrées relevées sont notamment le soutien accordé par les pouvoirs publics aux retenues d'eau sur les petites exploitations agricoles et aux projets nationaux clés axés sur la conservation de l'eau et des sols.

3.9. L'EPC de de la République démocratique du Congo⁴² comporte 51 entrées liées à l'environnement. Les entrées figurant dans le cadre de la politique commerciale sont, par exemple: le Programme national environnement, forêts, eaux et biodiversité; et l'obligation pour les investisseurs privés de respecter les réglementations de protection de l'environnement et de conservation de la nature. S'agissant des mesures liées à l'environnement, les entrées figurant dans l'EPC concernent, entre autres: les permis pour l'importation, l'exportation et la réexportation des animaux et des produits et sous-produits de la faune; et les prescriptions visant à ce que l'emballage soit réutilisable, recyclable et/ou biodégradable. Dans l'analyse par secteur de l'EPC, les entrées relevées sont notamment: l'engagement du pays en faveur de la protection de

⁴⁰ WT/TPR/G/337 et WT/TPR/S/337/Rev.1.

⁴¹ WT/TPR/G/342 et WT/TPR/S/342/Rev.1.

⁴² WT/TPR/G/339 et WT/TPR/S/339.

l'environnement et de la gestion durable des forêts et des ressources naturelles; et la nouvelle loi qui vise une pêche "responsable" respectant l'écosystème.

3.10. L'EPC d'El Salvador⁴³ comporte 39 entrées liées à l'environnement. Les entrées figurant dans le cadre de la politique commerciale sont, par exemple: le Plan de développement quinquennal 2014-2019 d'El Salvador qui donne la priorité aux sources d'énergie renouvelables et durables et vise au développement d'un tourisme durable; et l'adhésion du pays à l'Association des États des Caraïbes (AEC), dont les objectifs sont notamment de préserver l'intégrité environnementale de la mer des Caraïbes et de promouvoir le développement durable de la région. S'agissant des mesures liées à l'environnement, les entrées figurant dans l'EPC concernent, entre autres: le cofinancement accordé pour la production plus propre et le rendement énergétique; et la politique nationale en matière de propriété intellectuelle établie en 2014 pour protéger la biodiversité. Dans l'analyse par secteur de l'EPC, les entrées relevées sont notamment: l'établissement des fondements pour l'adaptation de l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'aquaculture au changement climatique; et la part des énergies renouvelables (par exemple hydroélectricité, géothermie et biomasse) dans le bouquet énergétique national.

3.11. L'EPC des Fidji⁴⁴ comporte 58 entrées liées à l'environnement. Les entrées figurant dans le cadre de la politique commerciale sont, par exemple: la participation des Fidji aux négociations en vue de l'Accord du Pacifique pour le renforcement des relations économiques (PACER-plus), qui comprennent des discussions sur l'environnement et les énergies renouvelables; et la législation du pays, notamment la Loi de 1998 sur les substances appauvrissant la couche d'ozone et la Loi de 2002 sur les espèces menacées d'extinction et protégées. S'agissant des mesures liées à l'environnement, les entrées figurant dans l'EPC concernent, entre autres: les prêts assortis de taux d'intérêt préférentiels accordés aux entreprises axées sur les énergies renouvelables; et les incitations fiscales et douanières pour les centrales utilisant des sources d'énergie renouvelables ainsi que les machines destinées à ces centrales, la fabrication de biocarburants et les produits obtenus au moyen d'énergies renouvelables. Dans l'analyse par secteur de l'EPC, les entrées relevées sont notamment: la prise de mesures proactives aux niveaux national, sous-régional et régional pour lutter contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) et assurer la durabilité des ressources halieutiques; et le Plan de développement du tourisme 2007-2016 des Fidji qui définit un cadre en vue du développement durable du secteur du tourisme.

3.12. L'EPC du Guatemala⁴⁵ comporte 41 entrées liées à l'environnement. Les entrées figurant dans le cadre de la politique commerciale sont, par exemple: le fait que le Guatemala a été qualifié de pays "mégadivers" en 2010, durant la dixième Conférence des Parties de la Convention sur la diversité biologique; et le Plan national de compétitivité (2012-2021), axé sur la gestion durable des ressources naturelles. S'agissant des mesures liées à l'environnement, les entrées figurant dans l'EPC concernent, entre autres: les normes et règlements techniques relatifs à l'environnement, au changement climatique et à l'efficacité énergétique; et les prescriptions en matière de licences d'importation visant les animaux et produits de la mer inclus dans la CITES. Dans l'analyse par secteur de l'EPC, les entrées relevées sont notamment: la participation du Guatemala à la politique agricole d'Amérique centrale (PACA) 2008-2017 avec pour objectif, notamment, de contribuer au développement d'une agriculture centraméricaine durable; et le plan-cadre du tourisme durable du Guatemala 2015-2025 qui vise à développer l'activité touristique de manière durable sur les plans environnemental, économique, social et culturel.

3.13. L'EPC du Honduras⁴⁶ comporte 53 entrées liées à l'environnement. Les entrées figurant dans le cadre de la politique commerciale sont, par exemple: l'Accord de libre-échange entre le Honduras et le Canada, qui contient aussi des engagements de coopération dans le domaine de l'environnement. S'agissant des mesures liées à l'environnement, les entrées figurant dans l'EPC concernent, entre autres: l'écotaxe sur les véhicules usagés; les zones d'emploi et de développement économique pour le développement de zones axées sur les énergies renouvelables; et la prise en compte de l'impact sur l'environnement lors de l'évaluation des soumissions pour les marchés publics. Dans l'analyse par secteur de l'EPC, les entrées relevées sont notamment: la mise en œuvre d'un modèle de tourisme intégré qui tient compte de l'environnement en consolidant les produits touristiques existants et en en créant de nouveaux; et

⁴³ WT/TPR/G/344 et WT/TPR/S/344/Rev.1.

⁴⁴ WT/TPR/G/330 et WT/TPR/S/330/Rev.1.

⁴⁵ WT/TPR/G/348 et WT/TPR/S/348.

⁴⁶ WT/TPR/G/336 et WT/TPR/S/336/Rev.1.

les mesures de la catégorie verte qui renforcent la gestion locale des ressources naturelles et réduisent la vulnérabilité environnementale des familles rurales pauvres.

3.14. L'EPC de la République de Corée⁴⁷ comporte 90 entrées liées à l'environnement. Les entrées figurant dans le cadre de la politique commerciale sont, par exemple, la participation active de la Corée aux négociations en vue d'un accord sur les biens environnementaux (ABE) de l'OMC. S'agissant des mesures liées à l'environnement, les entrées figurant dans l'EPC concernent, entre autres: les mesures de soutien impliquant des dons, des avantages fiscaux et des prêts à faible taux d'intérêt pour encourager les activités de protection de l'environnement (par exemple l'exploitation à grande échelle des nouvelles sources d'énergie renouvelable et la R&D dans le domaine des technologies vertes); et la procédure d'accord préalable en connaissance de cause et les prescriptions en matière d'étiquetage pour les organismes génétiquement modifiés (OGM) et les organismes vivants modifiés (OVM). Dans l'analyse par secteur de l'EPC, les entrées relevées sont notamment: les efforts déployés par la Corée pour améliorer la gestion des ressources halieutiques, restaurer l'écosystème littoral et créer des aires de frai et des habitats; et le projet destiné à faciliter le développement des "voitures vertes", dont les voitures électriques.

3.15. L'EPC du Malawi⁴⁸ comporte 34 entrées liées à l'environnement. Les entrées figurant dans le cadre de la politique commerciale sont, par exemple, les restrictions sur l'investissement étranger appliquées aux secteurs dont les opérations suscitent des préoccupations pour l'environnement (y compris celles mettant en cause des déchets dangereux ou des matières radioactives). S'agissant des mesures liées à l'environnement, les entrées figurant dans l'EPC concernent, entre autres: les abattements tarifaires pour les biocarburants; et l'obligation de détenir un permis commercial pour l'importation d'animaux sauvages, de trophées de chasse et de produits d'animaux sauvages. Dans l'analyse par secteur de l'EPC, les entrées relevées sont notamment divers programmes de boisement et de conservation et de gestion des forêts visant à renforcer le développement durable du secteur sylvicole du pays.

3.16. L'EPC des Maldives⁴⁹ comporte 67 entrées liées à l'environnement. Les entrées figurant dans le cadre de la politique commerciale sont, par exemple: le rôle de premier plan joué par les Maldives dans les initiatives internationales relatives aux changements climatiques; et l'adoption, pendant la période à l'examen, de politiques économiques et sociales dans lesquelles les considérations environnementales sont des priorités majeures. S'agissant des mesures liées à l'environnement, les entrées figurant dans l'EPC concernent, entre autres: le droit d'importation au taux de 400% visant les sacs en matières plastiques non biodégradables et les feuilles de polyéthylène pour protéger le fragile écosystème et l'environnement; le contingent d'importation pour les hydrochlorofluorocarbures (HCFC), dans le respect des engagements pris par les Maldives au titre du Protocole de Montréal; et les avantages fiscaux accordés pour les produits respectueux de l'environnement. Dans l'analyse par secteur de l'EPC, les entrées relevées sont notamment: les investissements dans les combustibles de substitution et les énergies renouvelables dans le pays; et les Plans directeur concernant le tourisme visant l'excellence au niveau mondial pour le tourisme écologiquement responsable.

3.17. L'EPC de la Fédération de Russie⁵⁰ comporte 44 entrées liées à l'environnement. Les entrées figurant dans le cadre de la politique commerciale sont, par exemple, la reconnaissance du développement durable comme étant l'un des principaux objectifs du pays en matière de politique commerciale. S'agissant des mesures liées à l'environnement, les entrées figurant dans l'EPC concernent, entre autres, les prescriptions en matière de licences pour les importations et exportations de substances appauvrissant la couche d'ozone, de déchets dangereux et d'espèces de faune et de flore sauvages contrôlées au titre de la CITES. Dans l'analyse par secteur de l'EPC, les entrées relevées sont notamment: le programme d'État visant à assurer le développement durable des zones rurales et à promouvoir une production respectueuse de l'environnement dans le secteur agricole; et le plan national destiné à prévenir la pêche INN.

3.18. L'EPC du Royaume d'Arabie saoudite⁵¹ comporte 40 entrées liées à l'environnement. Les entrées figurant dans le cadre de la politique commerciale sont, par exemple, le fait que l'un des

⁴⁷ WT/TPR/G/346 et WT/TPR/S/346.

⁴⁸ WT/TPR/G/335 et WT/TPR/S/335/Rev.1.

⁴⁹ WT/TPR/G/332 et WT/TPR/S/332/Rev.1.

⁵⁰ WT/TPR/G/345 et WT/TPR/S/345/Rev.1.

⁵¹ WT/TPR/G/333 et WT/TPR/S/333/Rev.1.

objectifs du pays en matière de développement économique consiste à augmenter la valeur ajoutée des ressources naturelles tout en veillant à la durabilité et à la protection de l'environnement, de la faune et de la flore. S'agissant des mesures liées à l'environnement, les entrées figurant dans l'EPC concernent, entre autres: les prescriptions en matière de licences d'exportation pour les substances qui appauvrissent la couche d'ozone et certaines espèces de faune et de flore sauvages et leurs produits dérivés; et les règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité concernant l'étiquetage des produits biologiques. Dans l'analyse par secteur de l'EPC, les entrées relevées sont notamment: l'étude sur la stratégie minière réalisée par le gouvernement pour assurer la durabilité environnementale dans le secteur; et les divers projets destinés à promouvoir les applications en matière d'énergies renouvelables.

3.19. L'EPC de Singapour⁵² comporte 26 entrées liées à l'environnement. Les entrées figurant dans le cadre de la politique commerciale sont, par exemple, les stratégies pour renforcer les infrastructures et développer un environnement urbain durable. S'agissant des mesures liées à l'environnement, les entrées figurant dans l'EPC concernent, entre autres, les prescriptions en matière de licences d'exportation non automatiques pour les animaux et végétaux menacés d'extinction, les substances et déchets dangereux et les pesticides. Dans l'analyse par secteur de l'EPC, les entrées relevées sont notamment: la participation de Singapour à toutes les conventions majeures de l'Organisation maritime internationale (OMI) concernant la sécurité des navires et la prévention de la pollution des mers; et la politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre de Singapour qui vise à substituer le gaz naturel au gazole.

3.20. L'EPC des Îles Salomon⁵³ comporte 48 entrées liées à l'environnement. Les entrées figurant dans le cadre de la politique commerciale sont, par exemple: le fait que les Îles Salomon considèrent que les subventions excessives versées par les pays pratiquant la pêche hauturière à leur secteur de la pêche sont un facteur essentiel de la surpêche; et la vulnérabilité du pays face aux catastrophes naturelles et au changement climatique. S'agissant des mesures liées à l'environnement, les entrées figurant dans l'EPC concernent, entre autres: les prescriptions en matière de licences pour les importations de poissons vivants, de spécimens d'espèces sauvages et de substances appauvrissant la couche d'ozone; et l'exonération des droits d'importation et de la taxe sur les marchandises pour l'équipement solaire importé. Dans l'analyse par secteur de l'EPC, les entrées relevées sont notamment les objectifs de politique énoncés dans la Stratégie de développement de la sylviculture pour 2009-2013, qui visent notamment à encourager les programmes de reforestation et les plantations de petite taille, à créer des parcs et des zones de conservation et à encourager la participation à des initiatives visant à réduire les émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts.

3.21. L'EPC de Sri Lanka⁵⁴ comporte 50 entrées liées à l'environnement. Les entrées figurant dans le cadre de la politique commerciale sont, par exemple l'harmonisation par le gouvernement de ses réformes économiques visant à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). S'agissant des mesures liées à l'environnement, les entrées figurant dans l'EPC concernent, entre autres: la certification des systèmes de gestion environnementale et le programme d'accréditation des organismes fournissant des validations et des vérifications des gaz à effet de serre; et les droits de douane et la taxe parafiscale à l'exportation de certains produits pour protéger l'environnement. Dans l'analyse par secteur de l'EPC, les entrées relevées sont notamment: l'application par le secteur du vêtement de politiques de développement durable (usines vertes); et les efforts déployés par Sri Lanka pour promouvoir de nouvelles sources d'énergie alternatives comme le solaire ou l'éolien.

3.22. L'EPC de la Tunisie⁵⁵ comporte 65 entrées liées à l'environnement. Les entrées figurant dans le cadre de la politique commerciale sont, par exemple, l'importance de l'économie verte pour réduire les risques environnementaux et la pénurie des ressources naturelles en Tunisie. S'agissant des mesures liées à l'environnement, les entrées figurant dans l'EPC concernent, entre autres: le fait qu'en 2004, le diagnostic environnemental est devenu obligatoire dans le cadre de l'évaluation d'une entreprise; les dons versés pour encourager la protection de l'environnement (par exemple pour les installations permettant la dépollution et la réparation des dommages); et l'autorisation préalable obligatoire pour l'exportation des déchets de la liste A de la Convention de

⁵² WT/TPR/G/343 et WT/TPR/S/343/Rev.1.

⁵³ WT/TPR/G/349 et WT/TPR/S/349.

⁵⁴ WT/TPR/G/347 et WT/TPR/S/347.

⁵⁵ WT/TPR/G/341 et WT/TPR/S/341/Rev.1.

Bâle. Dans l'analyse par secteur de l'EPC, les entrées relevées sont notamment: le plan de développement de la pêche 2016-2020 qui met l'accent sur la protection, la préservation et le développement de la richesse marine, tout en continuant de développer le système du repos biologique et de lutter contre la pêche aléatoire; et divers programmes visant à accroître l'efficacité énergétique et à promouvoir les énergies renouvelables et de substitution.

3.23. L'EPC de la Turquie⁵⁶ comporte 47 entrées liées à l'environnement. Les entrées figurant dans le cadre de la politique commerciale sont, par exemple: le soutien du pays en faveur de la libéralisation du commerce des biens environnementaux aux fins des ODD et pour faire face aux changements climatiques. S'agissant des mesures liées à l'environnement, les entrées figurant dans l'EPC concernent, entre autres: les prescriptions en matière de licences d'importation pour les espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction; et les programmes d'aide publique en faveur des activités de protection de l'environnement (par exemple aide apportée aux PME lors de la certification des systèmes de gestion de l'environnement et soutien à l'efficacité énergétique pour les PME à faible capacité). Dans l'analyse par secteur de l'EPC, les entrées relevées sont notamment: la principale loi turque sur l'agriculture qui prévoit la protection de la biodiversité et des ressources génétiques; et la Feuille de route stratégique concernant les produits chimiques de la Turquie, dont l'un des objectifs identifiés est de promouvoir les produits respectueux de l'environnement.

3.24. L'EPC de l'Ukraine⁵⁷ comporte 55 entrées liées à l'environnement. Les entrées figurant dans le cadre de la politique commerciale sont, par exemple: l'Accord de libre-échange Canada-Ukraine (CUFTA), qui traite de questions relatives à l'environnement; et l'émergence d'un nouveau marché concurrentiel et efficient pour le recyclage des déchets de récipients et d'emballages en Ukraine. S'agissant des mesures liées à l'environnement, les entrées figurant dans l'EPC concernent, entre autres: l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) pour les importations de matériel à économie d'énergie ou utilisant des énergies renouvelables; et les prescriptions en matière de licences d'importation et d'exportation pour les substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Dans l'analyse par secteur de l'EPC, les entrées relevées sont notamment: le rôle joué par le gouvernement dans le repeuplement d'espèces de poissons; et le fait que les services de prévention des déversements polluants ne peuvent être fournis que par des entreprises, institutions et organisations appartenant à l'État.

3.25. L'EPC des Émirats arabes unis⁵⁸ comporte 38 entrées liées à l'environnement. Les entrées figurant dans le cadre de la politique commerciale sont, par exemple: l'initiative de l'entreprise Abu Dhabi Future Energy portant sur la construction de la future ville de Masdar, censée être la première ville au monde neutre en carbone et sans déchets, et alimentée exclusivement par une énergie renouvelable; et la mise en œuvre de la stratégie Vision 2021 destinée à assurer le développement durable. S'agissant des mesures liées à l'environnement, les entrées figurant dans l'EPC concernent, entre autres, l'étiquetage des produits électroménagers devant indiquer leur efficacité énergétique. Dans l'analyse par secteur de l'EPC, les entrées relevées sont notamment: le fait que le Ministère de l'environnement et des ressources hydriques encourage le recours aux technologies modernes dans l'agriculture (par exemple en matière d'irrigation et de culture hydroponique) afin d'économiser l'eau; et l'étude sur la pêche qui a relevé une forte baisse des prises de poissons de fond due à la fois à la surpêche et à la dégradation de la côte.

3.26. L'EPC des États-Unis⁵⁹ comporte 147 entrées liées à l'environnement. Les entrées figurant dans le cadre de la politique commerciale sont, par exemple: les objectifs des États-Unis en matière de négociations commerciales figurant dans le mandat pour la promotion des échanges commerciaux de 2015, consistant notamment à faire en sorte que les politiques commerciales et environnementales se renforcent mutuellement et à chercher à protéger et à préserver l'environnement; et l'Ordonnance exécutive du Président sur la lutte contre le trafic d'espèces sauvages de 2013. S'agissant des mesures liées à l'environnement, les entrées figurant dans l'EPC concernent, entre autres: le soutien à la R&D sur les énergies renouvelables; les subventions pour les technologies de production d'énergie propre; le dégrèvement de l'impôt sur le revenu en lien avec les dépenses de reboisement; et les mécanismes de gestion et de certification destinés à lutter contre la pêche INN. Dans l'analyse par secteur de l'EPC, les entrées relevées sont

⁵⁶ WT/TPR/G/331/Rev.1 et WT/TPR/S/331/Rev.1.

⁵⁷ WT/TPR/G/334 et WT/TPR/S/334/Rev.1.

⁵⁸ WT/TPR/G/338 et WT/TPR/S/338/Rev.1.

⁵⁹ WT/TPR/G/350 et WT/TPR/S/350.

notamment: le Programme concernant l'énergie en zone rurale, qui encourage l'installation de systèmes d'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique; et le fait que la Garde côtière des États-Unis est responsable de la protection de l'environnement dans le cadre du transport maritime.

3.27. L'EPC de la Zambie⁶⁰ comporte 39 entrées liées à l'environnement. Les entrées figurant dans le cadre de la politique commerciale sont, par exemple l'engagement pris par la Zambie d'aider les secteurs prioritaires à intégrer des questions transversales telles que l'environnement. S'agissant des mesures liées à l'environnement, les entrées figurant dans l'EPC concernent, entre autres: les prescriptions en matière de licences pour l'importation d'organismes génétiquement modifiés; et la taxe sur la valeur ajoutée nulle pour les appareils, les machines et le matériel économes en énergie. Dans l'analyse par secteur de l'EPC, les entrées relevées sont notamment: la politique de mise en valeur des ressources minérales de 2013, assortie de normes en matière de protection de l'environnement; et la politique forestière nationale adoptée en 2014, qui vise à réduire la déforestation et la dégradation des forêts et a pour but de garantir l'accroissement du couvert forestier grâce à une gestion forestière participative intégrée.

3.28. Les renseignements présentés ci-dessus sont uniquement illustratifs et visent à souligner la vaste portée des données disponibles dans la BDE. Une liste complète des entrées relatives à la section de l'EPC est disponible dans la base de données électronique (voir l'annexe V sur le guide de l'utilisateur de la BDE).⁶¹

⁶⁰ WT/TPR/G/340 et WT/TPR/S/340/Rev.1.

⁶¹ Voir le document WT/CTE/EDB/16/Add.1.

4 ANNEXES

Annexe I – Mots clés liés à l'environnement⁶²

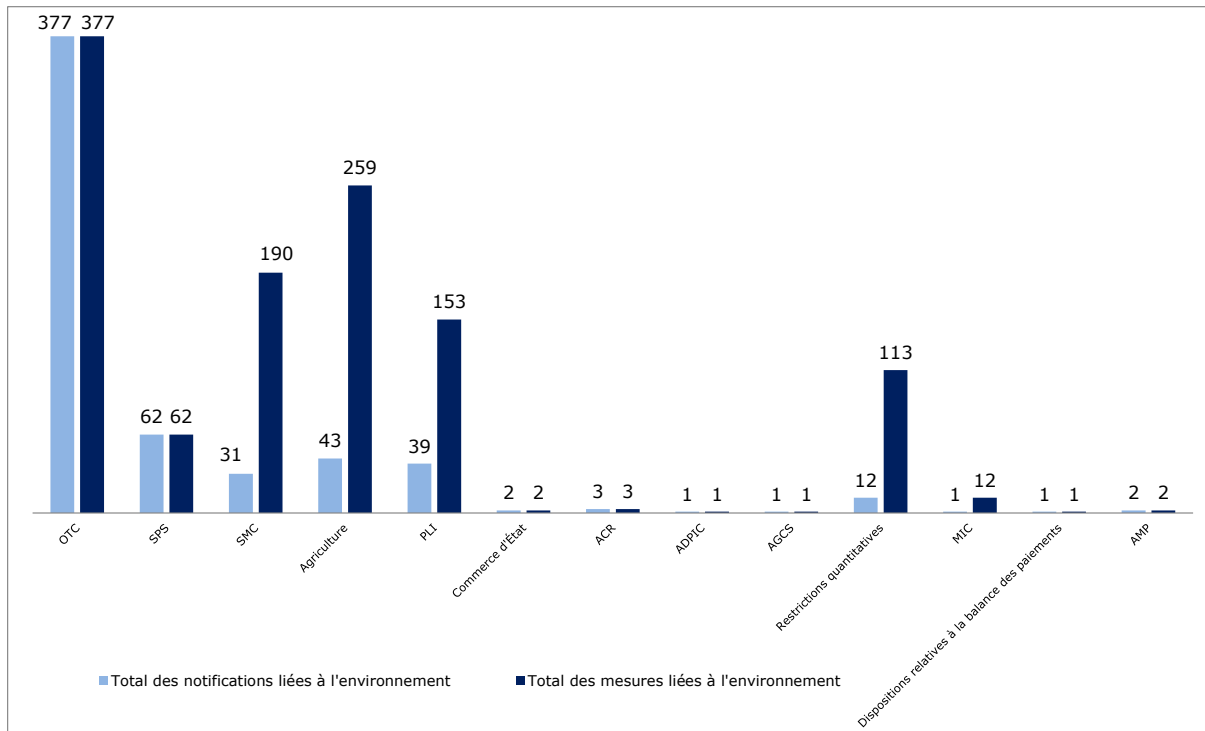
Arbre	Faune
Bio	Flore
Biologique	Forêt
Bois	Gaz à effet de serre
Carbone	Génétique
Cartagena	HCFC
CFC	Indigène
CITES	Marquage
Climat	Menacé d'extinction
Conserv(ation)	Nouveau
Convention de Bâle	Organisme modifié
Dangereux	Ozone
Déchets	Poissons
Désertification	Pollution
Diversité	Préservation
Durable	Préserver
Écoétiquetage	Propre
Écologie	Protocole de Kyoto
Économie	Protocole de Montréal
Emballage	Recycler
Émissions	Renouvelable
Énergie	Ressources naturelles
Environnement	Serre
Érosion (du sol)	Toxique
Espèces	Vie sauvage
Extinction	

⁶² Voir aussi les documents suivants contenant des renseignements sur les mots clés: WT/CTE/W/46, WT/CTE/W/78 et WT/CTE/W/102.

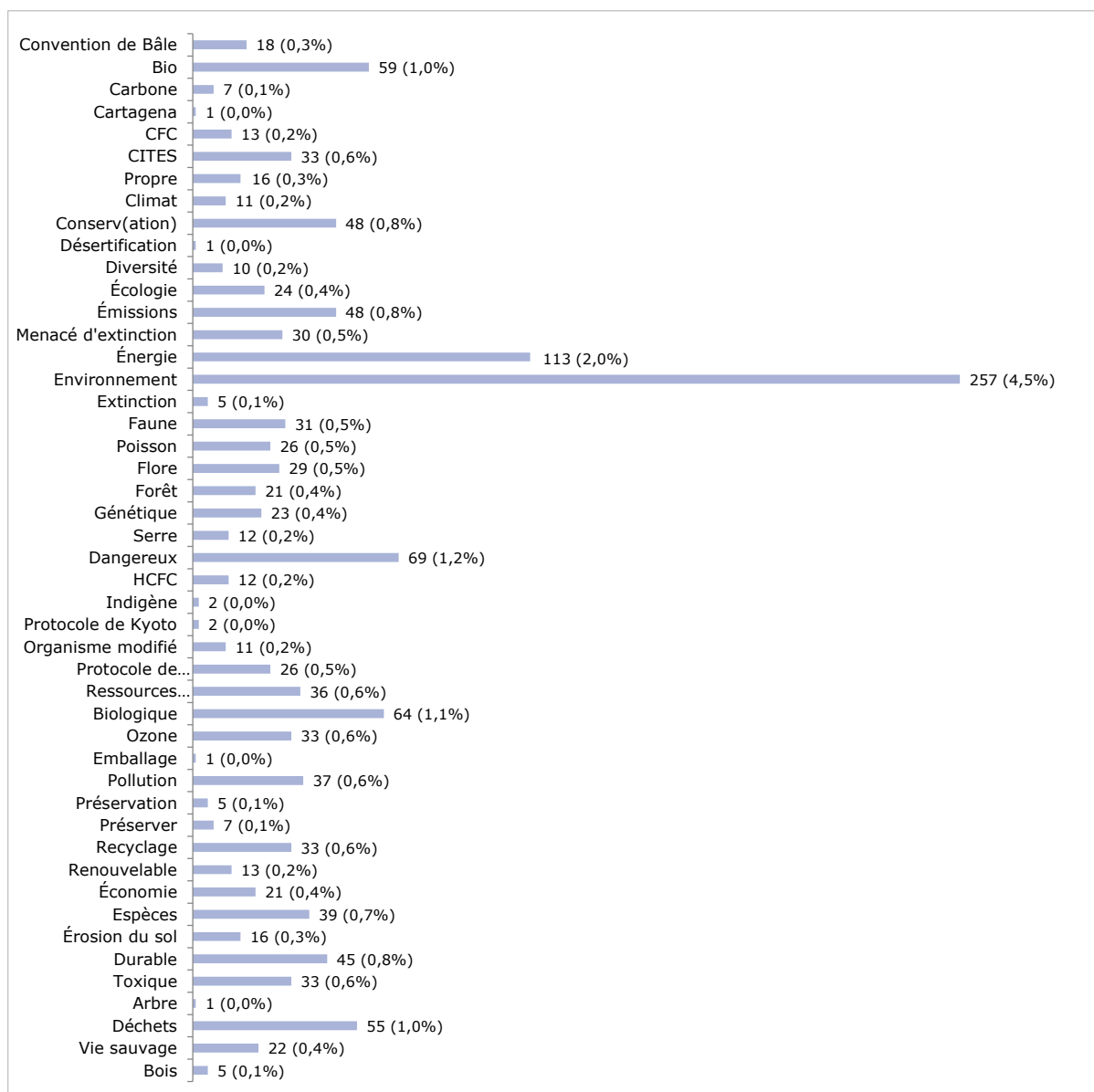
Annexe II – Nombre de notifications liées à l'environnement⁶³ (1997-2016)

Accords de l'OMC	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
OTC	89 (795)	98 (648)	83 (671)	97 (610)	67 (539)	114 (582)	100 (794)	107 (638)	121 (771)	155 (874)	168 (1 032)	238 (1 265)	274 (1 490)	270 (1 413)	268 (1 216)	353 (1 551)	384 (1 605)	358 (1 558)	305 (1 305)	377 (1 686)
SPS	8 (286)	21 (296)	12 (402)	26 (402)	25 (621)	47 (610)	50 (687)	57 (612)	105 (1 298)	140 (901)	98 (849)	84 (889)	81 (737)	83 (1 051)	76 (1 007)	91 (856)	107 (929)	44 (1 169)	47 (1 283)	62 (1 037)
SMC	16 (136)	32 (133)	27 (126)	38 (160)	24 (159)	31 (177)	34 (171)	13 (122)	27 (168)	8 (97)	33 (164)	5 (99)	40 (181)	8 (117)	47 (140)	17 (108)	48 (158)	29 (110)	51 (130)	31 (127)
Agriculture	20 (237)	22 (216)	27 (195)	40 (228)	40 (242)	32 (197)	34 (173)	29 (157)	25 (148)	24 (126)	32 (119)	24 (137)	36 (210)	49 (195)	44 (182)	45 (203)	34 (135)	42 (210)	32 (148)	43 (208)
Antidumping	4 (109)	1 (133)	3 (133)	0 (127)	0 (134)	1 (166)	2 (155)	3 (134)	0 (127)	0 (112)	0 (118)	0 (134)	0 (157)	0 (164)	0 (127)	0 (133)	0 (122)	2 (120)	0 (114)	0 (143)
PLI	13 (51)	20 (63)	10 (68)	21 (77)	7 (55)	13 (96)	16 (57)	12 (40)	20 (45)	19 (62)	13 (65)	20 (51)	23 (82)	21 (72)	23 (78)	30 (85)	23 (96)	38 (99)	33 (74)	39 (96)
Sauvegardes	0 (42)	1 (47)	0 (99)	1 (110)	1 (137)	1 (170)	1 (147)	3 (75)	1 (80)	0 (86)	0 (59)	0 (73)	0 (171)	0 (106)	2 (64)	2 (89)	2 (112)	2 (110)	4 (79)	0 (89)
Évaluation en douane	0 (9)	1 (14)	1 (15)	3 (36)	1 (41)	1 (41)	0 (11)	0 (17)	1 (13)	0 (1)	0 (9)	0 (12)	0 (6)	0 (4)	0 (4)	3 (13)	2 (13)	2 (23)	2 (9)	0 (4)
Commerce d'État	0 (37)	2 (36)	0 (50)	0 (50)	1 (56)	5 (58)	3 (38)	0 (43)	1 (12)	1 (37)	0 (20)	1 (24)	0 (29)	4 (77)	0 (8)	4 (39)	0 (17)	2 (51)	1 (14)	2 (41)
ACR	6 (55)	8 (74)	14 (75)	8 (56)	10 (64)	0 (41)	0 (56)	0 (70)	0 (63)	0 (30)	0 (25)	4 (37)	4 (30)	4 (26)	3 (33)	2 (37)	2 (40)	4 (19)	3 (12)	3 (18)
ADPIC	0 (172)	1 (106)	3 (69)	5 (333)	6 (236)	16 (225)	5 (147)	7 (251)	2 (59)	2 (38)	3 (72)	7 (139)	2 (84)	8 (97)	9 (66)	5 (139)	9 (209)	5 (96)	1 (67)	1 (142)
AGCS	0 (24)	1 (25)	0 (21)	0 (25)	0 (46)	7 (43)	0 (41)	4 (52)	1 (53)	1 (29)	0 (41)	0 (49)	0 (68)	2 (45)	1 (38)	3 (66)	1 (48)	3 (75)	7 (64)	1 (21)
RQ	5 (15)	3 (11)	2 (13)	5 (18)	2 (10)	4 (14)	2 (8)	7 (10)	1 (6)	2 (8)	3 (6)	4 (12)	2 (8)	1 (6)	2 (8)	13 (14)	5 (10)	15 (22)	8 (11)	12 (16)
MIC	0 (18)	0 (22)	0 (12)	0 (10)	0 (2)	0 (29)	0 (13)	0 (12)	0 (14)	0 (14)	0 (13)	0 (9)	0 (21)	0 (18)	0 (4)	0 (4)	0 (6)	0 (6)	0 (5)	1 (4)
Dispositions relatives à la balance des paiements	1 (23)	0 (11)	0 (7)	0 (9)	0 (7)	0 (4)	0 (0)	0 (1)	0 (1)	0 (0)	0 (1)	0 (0)	0 (9)	0 (6)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (5)	1 (4)
Inspection avant expédition	0 (2)	0 (1)	0 (1)	0 (0)	0 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (1)	0 (0)	0 (2)	0 (2)	0 (4)	0 (3)	0 (2)	0 (2)	0 (1)
Règles d'origine	0 (4)	0 (6)	0 (3)	0 (4)	0 (6)	0 (4)	0 (4)	0 (3)	0 (2)	0 (1)	0 (7)	0 (4)	0 (5)	0 (4)	0 (8)	0 (14)	0 (22)	0 (17)	0 (13)	0 (17)
AMP	2 (7)	0 (14)	0 (9)	0 (19)	2 (14)	9 (21)	0 (8)	1 (11)	5 (11)	4 (10)	3 (8)	8 (14)	18 (29)	3 (32)	2 (16)	1 (13)	2 (15)	5 (27)	4 (40)	2 (66)
ATI	0 (0)	0 (18)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
Facilitation des échanges																		0 (55)	0 (26)	0 (17)
Autres notifications	1 (15)	0 (5)	0 (3)	1 (8)	0 (6)	0 (4)	0 (3)	1 (7)	1 (3)	1 (2)	0 (5)	0 (8)	0 (4)	0 (6)	0 (9)	0 (6)	1 (5)	0 (4)	0 (7)	0 (7)
Total des notifications liées à l'environnement	165 (2 027)	211 (1 879)	182 (1 972)	245 (2 282)	186 (2 376)	281 (2 482)	247 (2 513)	244 (2 256)	311 (2 874)	357 (2 428)	353 (2 613)	395 (2 957)	481 (3 321)	453 (3 441)	477 (3 010)	569 (3 374)	620 (3 545)	551 (3 773)	498 (3 408)	575 (3 744)
% de notifications liées à l'environnement	8,10%	11,20%	9,20%	10,70%	7,80%	11,30%	9,80%	10,80%	10,80%	14,70%	13,50%	13,40%	14,50%	13,20%	15,80%	16,90%	17,49%	14,60%	14,61%	15,36%

⁶³ Les chiffres entre parenthèses représentent le nombre total de notifications présentées par les Membres au titre de chaque Accord de l'OMC pertinent, incluant les notifications ordinaires et les addenda, corrigenda et révisions, sauf dans le cas des notifications OTC et SPS, pour lesquelles les addenda, corrigenda et révisions ne sont pas couverts.

Annexe III – Nombre de notifications et mesures liées à l'environnement⁶⁴ (2016)

⁶⁴ Les notifications peuvent se rapporter à plus d'une mesure.

Annexe IV – Fréquence des mots clés dans les notifications en 2016⁶⁵

⁶⁵ Les chiffres entre parenthèses correspondent au pourcentage du total des notifications liées à l'environnement qui mentionnent un mot clé donné.

Annexe V – Guide de l'utilisateur de la BDE électronique

I. QUELS TYPES DE RENSEIGNEMENTS Y A-T-IL DANS LA BDE ÉLECTRONIQUE?

1. La BDE électronique compile dans un classeur Excel toutes les notifications liées à l'environnement présentées au titre des divers Accords de l'OMC ainsi que les mesures/activités liées à l'environnement dont il est fait état dans les EPC.⁶⁶ Les utilisateurs peuvent ainsi rechercher des données de la BDE liées à l'environnement selon certains critères, par exemple par Membre, accord, type de mesure, secteur ou objectif environnemental.

2. Le classeur Excel contient deux principales feuilles de calcul: l'une consacrée aux notifications ("Notifications"), qui énumère toutes les notifications liées à l'environnement, et l'autre consacrée aux EPC ("TPRs"), d'où proviennent les renseignements liés à l'environnement figurant dans les EPC. Par ailleurs, une troisième feuille de calcul, intitulée "Summary" (Récapitulatif), permet aux utilisateurs d'extraire des tableaux et graphiques récapitulatifs prédéfinis pour la période 1997-2016.

A. Feuille de calcul "Notifications" (Notifications)

3. Cette feuille de calcul donne les renseignements suivants:

- Agreement (Accord): l'Accord de l'OMC au titre duquel la notification est présentée;
- Document symbol (Cote du document): la cote de la notification;
- Document link (Lien vers le document): le lien Web vers le site Documents en ligne de l'OMC;
- Notifying Member (Membre notifiant): le Membre qui notifie la mesure en rapport avec l'environnement;
- Region group (Groupe régional): la région du Membre notifiant;
- Development status (Stade de développement): le stade de développement du Membre notifiant;
- Year (Année): l'année de la notification;
- Notification pursuant to (Notification au titre de): les dispositions de l'accord pertinent;
- Measure description (Description de la mesure): une description de la mesure indiquée dans la notification;
- Type of measure (Type de mesure): le type de mesure indiquée dans la notification;
- Coverage of the measure (Objet de la mesure): produits/activités faisant l'objet de la mesure notifiée;
- ICS – HS code (Code ICS – SH): classification ICS ou SH des produits pertinents (le cas échéant);
- Implementation period (Période de mise en œuvre): la période de mise en œuvre ou la date d'entrée en vigueur de la mesure notifiée;
- Environment-related objective (Objectif environnemental): l'objectif de la mesure lié à l'environnement; et
- Keywords (Mots clés): le mot clé en rapport avec l'environnement figurant dans la notification (voir l'annexe I).

4. Trois catégories harmonisées ont également été créées pour faciliter la recherche:

- Type of environment-related objectives (Type d'objectifs environnementaux);
- Type of measures (Type de mesures); et
- Type of sectors subject to the measure (Type de secteurs visés par la mesure).

⁶⁶ WT/CTE/EDB/16/Add.1.

B. Feuille de calcul "TPRs" (EPC)

5. Cette feuille de calcul donne les renseignements suivants:

- Entries (Entrées): chaque entrée relative à l'environnement est numérotée;
- Type of TPR (Type d'EPC): les rapports d'EPC établis par le Secrétariat ou par le Membre;
- Document symbol (Cote du document): la cote du rapport d'EPC;
- Document link (Lien vers le document): le lien Web vers le site Documents en ligne de l'OMC;
- Document reference (Référence du document): la référence au chapitre (par exemple "III") et au numéro de paragraphe "S" dans le rapport d'EPC ("G" ou "S" selon que l'EPC émane d'un gouvernement ou du Secrétariat);
- Member (Membre): le Membre faisant l'objet de l'EPC;
- Region group (Groupe régional): la région du Membre;
- Development status (Stade de développement): le stade de développement du Membre;
- Year (Année): l'année de publication du rapport d'EPC;
- Type of information (Type de renseignements): le type de renseignements concernant l'environnement qui figurent dans le rapport d'EPC (qu'il s'agisse du cadre de la politique commerciale; de la politique commerciale – analyse par mesure; ou de la politique commerciale – analyse par secteur);
- Type of measure (Type de mesure): la(les) mesure(s) associée(s) aux renseignements concernant l'environnement (pour les EPC, une catégorie de type de mesure supplémentaire est ajoutée à celles utilisées pour les notifications, à savoir la catégorie "General environmental reference" (Référence à l'environnement d'ordre général));
- Type of sectors (Type de secteurs): le(s) secteur(s) associé(s) aux renseignements concernant l'environnement;
- Relevant information (Renseignements pertinents): un extrait des renseignements relatifs à l'environnement trouvés dans l'EPC; et
- Keywords (Mots clés): le mot clé figurant dans le rapport d'EPC.

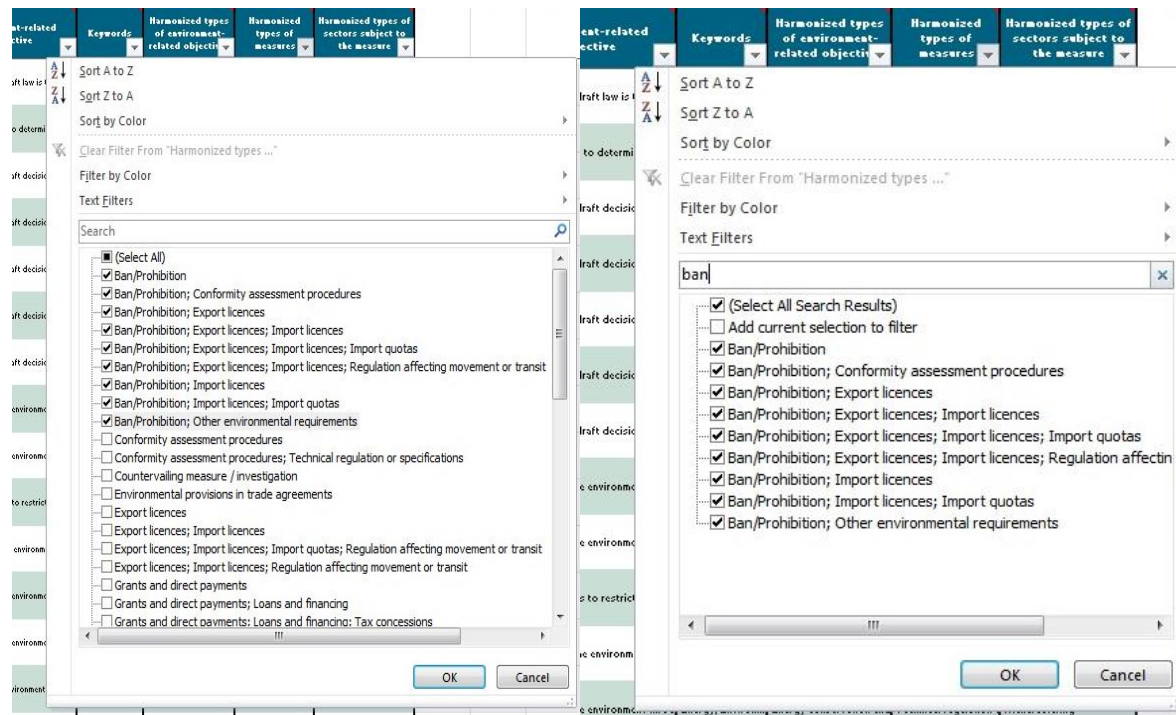
C. Feuille de calcul "Summary" (Récapitulatif)

6. On trouve dans cette feuille de calcul des renseignements et graphiques prédéfinis sur les notifications en rapport avec l'environnement pour chaque Accord de l'OMC et mesure mentionnés dans le rapport d'EPC.

II. COMMENT UTILISER LA BDE ÉLECTRONIQUE?

7. Le classeur Excel permet d'effectuer des recherches incluant toutes les variables mentionnées ci-dessus en utilisant la **fonction de filtre**. En cliquant sur la flèche située en bas à droite de l'intitulé de la variable sélectionnée, les utilisateurs peuvent soit sélectionner l'information sur une liste déroulante (voir l'image de gauche du graphique 4.1), soit saisir les renseignements pertinents (voir l'image de droite du graphique 4.1).

Graphique 4.1 – Fonction de recherche



8. Il est également possible d'effectuer une recherche en utilisant des critères multiples, par exemple pour rechercher toutes les notifications présentées par un pays ou une région donné/un groupe à tel ou tel stade de développement, avec un objectif environnemental ou un type de mesure spécifique.

9. À titre d'exemple, il est possible de retrouver toutes les notifications OTC qui contiennent des "règlements techniques ou spécifications" pour promouvoir les "économies d'énergie et l'efficacité énergétique" en procédant de la manière suivante:

- a. sélectionner la feuille de calcul "Notifications" (Notifications);
- b. sélectionner l'Accord OTC dans la colonne "Agreement" (Accord) en cliquant sur la flèche en bas à droite et en tapant "Technical barriers to trade" (obstacles techniques au commerce) dans la fenêtre de recherche;
- c. sélectionner le type de mesure dans la colonne "Harmonized types of measures" (Types de mesures harmonisés) en cliquant sur la flèche en bas à droite de l'intitulé et en tapant "technical regulation or specifications" (règlement technique ou spécifications) dans la fenêtre de recherche;
- d. sélectionner le type d'objectif dans la colonne "Harmonized types of environment-related objectives" (Types d'objectifs environnementaux harmonisés) en cliquant sur la flèche en bas à droite de l'intitulé et en tapant "energy conservation and efficiency" (économies d'énergie et efficacité énergétique) dans la fenêtre de recherche.

10. Une fois la recherche effectuée, pour revenir à la base de données générale, il est impératif de suivre l'ordre inverse de la sélection:

- a. cliquer sur la flèche en bas à droite de l'intitulé de la variable "Category of environment-related objective" (Catégorie d'objectif environnemental) et sélectionner "Select All" (Tout sélectionner);

- b. cliquer sur la flèche en bas à droite de l'intitulé de la variable "Category of type of measure" (Catégorie de type de mesure) et sélectionner "Select All" (Tout sélectionner); et
- c. cliquer sur la flèche en bas à droite de l'intitulé de la variable "Agreement" (Accord) et sélectionner "Select All" (Tout sélectionner).

11. Une fois les données sélectionnées au moyen du filtre, l'utilisateur peut imprimer les résultats en cachant les variables qui ne l'intéressent pas (sélectionnez la colonne, faites un clic droit et sélectionnez l'option "hide" (cacher)). En outre, l'utilisateur peut choisir grâce à son imprimante une taille d'impression permettant l'affichage de toutes les colonnes sélectionnées sur une seule page.

III. CATÉGORIES HARMONISÉES

Tableau 4.1 – Catégorie d'objectifs environnementaux (25)

Boisement/reboisement
Réduction de la pollution atmosphérique
Énergies alternatives et renouvelables
Protection des animaux
Biodiversité et écosystèmes
Gestion des substances chimiques, toxiques et dangereuses
Atténuation et adaptation face au changement climatique
Économies d'énergie et efficacité énergétique
Promotion des biens et services environnementaux
Protection de l'environnement contre les parasites et les maladies
Consommation respectueuse de l'environnement
Protection générale de l'environnement
Mise en œuvre et respect des AEM
Conservation des ressources naturelles
Autres mesures d'atténuation des risques environnementaux
Protection de la couche d'ozone
Préservation des végétaux
Gestion et conservation des sols
Gestion durable de l'agriculture
Production durable et respectueuse de l'environnement
Gestion durable de la pêche
Gestion durable des forêts
Gestion durable de l'industrie extractive
Gestion et recyclage des déchets
Gestion et préservation de l'eau

Tableau 4.2 – Catégorie de type de mesures (30)

Mesure/enquête antidumping
Interdiction/prohibition
Procédures d'évaluation de la conformité
Mesure/enquête compensatoire
Dispositions environnementales dans les accords commerciaux
Licences d'exportation
Contingents d'exportation
Droits d'exportation
Dons et versements directs
Licences d'importation
Contingents d'importation
Droits d'importation
Soutien des revenus ou des prix
Mesures liées à la propriété intellectuelle
Taxes intérieures
Mesures d'investissement
Prêts et financement
Soutien non monétaire
Non spécifié
Autres prescriptions environnementales
Autres mesures

Autres mesures fondées sur les prix et le marché
Autres mesures de soutien
Marchés publics
Prescriptions en matière de quarantaine
Règlement touchant les mouvements ou le transit
Évaluation des risques
Mesure/enquête de sauvegarde
Avantages fiscaux
Règlement technique ou spécifications

Tableau 4.3 – Catégorie de secteurs concernés par la mesure (11)

Agriculture
Tous les produits/activités économiques
Produits chimiques
Énergie
Pêche
Sylviculture
Industrie manufacturière
Industrie extractive
Non spécifié
Autre
Services
